lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 303 — SEMAINE DU 18 AU 24 JUIN 1974 — PRIX : 2 F

le plan anti-inflation...

un plan de hausse des prix

Le Portugal

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **(n° 660, 6 juin 1974) publie une résolution rédigée le 3 mai (avant la constitution du gouvernement d'Unité nationale) en commun avec un groupe révolutionnaire portugais adhérent au Comité d'organisation pour la Reconstruction de la IV° Internationale : « Portugal, la révolution prolétarienne a commencé ».**

Alors, quelle est la solution conforme aux intérêts des masses laborieuses, la solution qui briserait toutes les tentatives de contre-révolution en brisant les forces sociales, politiques et militaires de la bourgeoisie portugaise, qui cherchent à garantir et à restructurer son Etat, instrument de domination et de répression au service de ses intérêts ?

UNION NATIONALE
OU GOUVERNEMENT
DES ORGANISATIONS OUVRIERES
UNIES

Cette solution ne peut être que la constitution d'un gouvernement du PCP et du PSP, des organisations ouvrières unies, sans représentants du capital, garantissant aux travailleurs et à la jeunesse que la police, la justice, la haute administration, instruments de la dictature, soient extirpées, afin que le Portugal ne devienne pas un second Chili.

Un gouvernement des organisations ouvrières unies, s'appuyant sur l'initiative organisée des masses laborieuses, de la jeunesse, des étudiants, des paysans et ouvriers agricoles, des petits fonctionnaires, etc. prenant en main, par leurs comités élus dans les entreprises, les quartiers, les localités, les universités, les campagnes et les casernes, fédérés aux échelons local, régional et national, le contrôle de toute l'activité économique et sociale du pays.

Un tel gouvernement serait assuré de l'appui enthousiaste des masses laborieuses qui, parce qu'organisées, inspireraient une crainte salutaire aux capitalistes, aux bourgeois, aux profiteurs du régime de Salazar-Caetano, leur interdisant de s'engager dans la voie de la contre-révolution.

On a vu en France comment la mise en avant du mot d'ordre gouvernement PC-PS, véritable panacée pour l'OCI, cachait — mal d'ailleurs — le suivisme de cette organisation à l'égard des partis stalinien et réformiste.

Aujourd'hui, en fait, tout ce que l'OCI propose aux révolutionnaires portugais, c'est de se mettre tout simplement à la remorque du PCP et du PSP, au moment même où ces deux organisations s'alignent sans vergogne derrière Spinola.

L'Europe

L'HUMANITÉ rouge

(N° 233, 6 juin 1974)

NE PAS CEDER A L'IMPERIALISME US
POUR FAIRE FACE
AU SOCIAL-IMPERIALISME

Nécessaire pour s'opposer aux exigences de l'impérialisme US, l'unité européenne l'est aussi pour faire face au social-impérialisme. Les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest ne peuvent pas céder devant l'impérialisme US pour résister au social-impérialisme. Les deux super-puissances sont opposées à la constitution de l'Europe et se disputent pour la dominer, mais si les pays européens cédaient à l'impérialisme US c'est en définitive avant tout au social-impérialisme que cela profiterait.

Le social-impérialisme mise sur une Europe divisée. C'est là ce qu'il recherche à travers la conférence d'Helsinki. Dans une première étape il cherche une réduction des forces militaires, puis l'évacuation des troupes américaines stationnées en Europe en même temps que se développerait la coopération technique et économique entre le Comecon et les pays européens, puis l'interpénétration. Face à une Europe divisée, il ne tarderait pas à pouvoir étendre son emprise.

Ajoutons que l'Europe est également nécessaire pour éviter le glissement de la RFA vers le social-impérialisme par l'intermédiaire de la RDA. Cette éventualité ne manquerait pas de se réaliser si l'édification de l'Europe ne se réalisait pas suffisamment rapidement.

La visite de Schmidt à Giscard a été la première confirmation de la poursuite de la politique européenne du nouveau gouvernement. Les révisionnistes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et dans **l'Humanité** du 4 juin 1974 Yves Moreau attaque rageusement la « relance européenne ». Quant à nous, marxistes-léninistes, nous considérons qu'il s'agit là d'un fait positif. Tout ce qui à l'heure actuelle va dans le sens de la réalisation de l'Europe est un obstacle de plus face aux deux superpuissances.

C'est sans doute cela le changement dans la vie politique française : le PCF avait découvert les « aspects progressifs de la politique gaulliste ». L'Humanité Rouge **découvre aujourd'hui ceux de Giscard. Comme quoi maoïstes et brejnéviens sont bien cousins-germains.**

Guinée-Bissau, Mozambique, Angola

le pouvoir aux travailleurs
mensuel trotskyste

(N° 17, 28 mai 1974)

Pour Le Pouvoir aux Travailleurs, **les travailleurs de Guinée-Bissau, du Mozambique, de l'Angola ne doivent pas faire confiance ni au gouvernement de Spinola, ni aux organisations nationalistes qui, actuellement, dirigent la lutte de libération nationale. Pour** Le Pouvoir aux Travailleurs, **les appareils d'Etat construits à partir de ces organisations ne se placent pas sur le terrain du prolétariat.**

Les événements de Lisbonne, tout comme la reconnaissance du PAIGC et le début des négociations pour l'indépendance de la Guinée-Bissau, ont cependant soulevé partout dans les colonies portugaises une vague d'espoir qui se concrétise par une effervescence politique, par une multiplication de meetings de toutes sortes et par des grèves dans les secteurs où se concentrent un grand nombre de travailleurs. C'est ainsi que les travailleurs du grand chantier du barrage de Cabora-Bassa au Mozambique se sont mis en grève à l'occasion de la visite à Lourenço-Marquès du ministre portugais Almeida Santos. Ils ont réclamé une augmentation des salaires, mais également le départ d'un certain nombre de contremaîtres racistes, originaires d'Afrique du Sud. Malgré la charge des forces de répression contre les grévistes, ces derniers ont obtenu satisfaction sur les deux points.

Ce succès des travailleurs de Cabora-Bassa, pour limité qu'il soit, est prometteur. Prometteur pour l'immédiat car, même pour obtenir satisfaction à l'exigence d'indépendance nationale que les travailleurs de Mozambique partagent avec toutes les couches de la population qui souffrent de la domination coloniale, il reste encore des combats à mener. Mais prometteur également pour l'avenir. Car même si le Mozambique sera enfin débarrassé de l'oppression coloniale, le nouveau pouvoir qui sera sorti de la lutte pour l'indépendance nationale ne sera en rien un pouvoir représentant les travailleurs et contrôlé par eux. Le FRELIMO, pas plus que les autres organisations nationalistes ne sont des organisations qui se placent sur le terrain du prolétariat, même si elles ont des travailleurs dans leurs rangs, et même si leur combat contre la domination coloniale bénéficie de la sympathie des travailleurs.

Les appareils d'Etat construits à partir du FRELIMO, du MPLA ou du PAIGC seront du même type que celui de l'Algérie, comme celui de la Guinée, ou du Ghana. Comme dans ces pays, le prolétariat les trouvera contre lui lorsqu'il commencera à s'organiser pour ses objectifs de classe, et même simplement, lorsqu'il luttera pour ses revendications propres.

Il faut que la classe ouvrière de Mozambique et de l'Angola s'y attende et s'y prépare.

Les révolutionnaires et la gauche

rouge

Dans l'éditorial de Rouge **(n° 254, 7 juin 1974) « Du nouveau à gauche ? », A. Krivine, à propos des relations entre le PS, la CFDT et le PSU, explique :**

Il s'agit donc pour le Parti Socialiste de trouver un relai syndical que la vieille FO ne peut plus apporter. Maire et Rocard y travaillent activement. Apporter à Mitterrand la base sociale qui lui manquait, tel est leur grand projet. Dans cette affaire, l'autogestion n'est qu'un paravent. Maire et Rocard ne cherchent d'ailleurs pas à rassembler PSU et le CERES autour d'un projet autogestionnaire mais directement à s'intégrer au projet de Mitterrand tel qu'il l'a défini lui-même. Selon lui, le PS devait s'allier au PCF puis l'égaler, puis le dominer, enfin avoir une vocation gouvernementale pour lui-même sans le PC... Nous sommes entre la deuxième et la troisième étape !

Les échéances ont été rapprochées par les élections présidentielles. Dans ces conditions, Maire et Rocard doivent presser le pas quitte à malmener quelque peu leur organisation respective. Rocard et la direction du PSU refusent la convocation d'un congrès extraordinaire demandée par la fédé de Paris du PSU. Pas de temps à perdre !

Maire et la majorité du bureau national CFDT violent le mandat du Conseil National sur l'Union des forces populaires dont un des amendements importants postulait que la discussion sur un projet de transition au socialisme devait s'engager prioritairement avec la CGT et seulement secondairement avec les organisations politiques. Cela est devenu prioritairement avec le PS et le PSU et secondairement avec la CGT...

Et, puisque Maire manipule sans vergogne l'organisation de masse qu'est le syndicat, la traitant comme une fraction politique au service du PS, l'heure est bien sûr au haro sur les révolutionnaires. « La disparition au deuxième tour des suicidaires de l'extrême-gauche a permis à la mobilisation de se développer efficacement sans être sapée en permanence par l'activité exubérante des trotskystes » déclare-t-il à **l'Observateur.**

Le courant révo'utionnaire partisan de l'autogestion, dont nous sommes, sera-t-il capable d'empêcher la récupération du thème autogestionnaire par les réformistes ?

La gauche syndicale sera-t-elle capable de s'opposer à l'opération Maire en avançant face aux manœuvres réformistes un programme d'action s'appuyant sur la dynamique de la lutte des classes ?

Le ralliement de la direction de la CFDT à Mitterrand et au PS ne peut étonner ou décevoir que ceux qui se sont fait des illusions sur cette organisation, ceux qui, par opportunisme, ont pris pour argent comptant son verbiage gauchisant et qui, comme les camarades de Rouge il n'y a pas si longtemps, voyaient dans la CFDT une organisation « centriste », susceptible de devenir une « CFDT de lutte de classe ».

Et s'accrocher au « thème autogestionnaire » qui fait justement partie de ce langage gauchisant et volontairement confus, pour « empêcher » qu'il ne soit « récupéré » par les « réformistes », voir dans l'attitude actuelle de la CFDT le résultat d'une « manipulation » de Maire, n'est pas fait pour rendre les choses plus claires.

EDITORIAL

Le plan anti-inflation...

Un plan de hausse des prix

POUR faire passer la première pilule qu'il désirait administrer en tant que président de la République, Giscard d'Estaing a eu recours à une vieille méthode : laisser d'abord entendre que des mesures draconiennes pourraient être prises, pour pouvoir dire ensuite aux contribuables et aux travailleurs qu'ils s'en sont tirés à bon compte. C'est ainsi qu'après avoir laissé courir des bruits parlant de porter le prix de l'essence à 2 F, voire à 2,50 F le litre, le gouvernement semble aujourd'hui estimer que les automobilistes devraient se réjouir de ne payer le carburant que 5 centimes de plus par litre. C'est ainsi, également, que les contribuables devraient, paraît-il, se féliciter du caractère modéré des mesures prises et de « l'esprit de justice » qui les anime, aux dires de Giscard d'Estaing.

Il est vrai que l'impôt sur les sociétés est augmenté de 18 %. Mais cela n'empêche pas que cet impôt ne rentre en compte dans le budget de l'Etat que pour des sommes deux à trois fois inférieures à l'impôt sur le revenu, dont la plus grande partie provient des impôts payés par les salariés. Il est vrai aussi que l'augmentation de ces impôts sur le revenu est progressive. Mais cela veut simplement dire qu'elle touchera plus les hauts salaires que les bas (qui paieront tout de même plus d'impôts, même s'ils ne sont pas touchés par les 5 % d'augmentation, du simple fait que les hausses de salaires intervenues dans l'année, si elles ne correspondent généralement pas à l'augmentation du coût de la vie, se répercuteront malgré tout sur les impôts, amenant même souvent des changements de tranche), tandis que, comme par le passé, par le biais de l'avoir fiscal ou de tout autre moyen, les bourgeois, les riches, pourront continuer à ne payer que des impôts dérisoires par rapport à leurs revenus.

Mais ce n'est pas simplement par le caractère des mesures prises que le plan gouvernemental constitue une escroquerie. C'est aussi, et surtout, par les buts qu'il prétend atteindre, parce qu'il sera bien incapable de le faire. Il s'agit, nous a-t-on dit, de « refroidir » l'inflation. Et l'on nous assure que ces mesures permettront de rétablir l'équilibre du commerce extérieur à la fin de 1975 et de ramener la hausse des prix à un rythme de 6 % par an à partir de juillet 1975 (ce qui, soit dit en passant, n'est pas un rythme si insignifiant que cela, puisqu'il n'y a pas si longtemps nos gouvernants le considéraient comme la cote d'alerte). Mais combien de fois n'avons-nous pas entendu, dans le passé, Giscard d'Estaing ministre des Finances nous faire des promesses semblables à celles que profère aujourd'hui Giscard d'Estaing président de la République. Et si la situation est aujourd'hui ce qu'elle est, c'est bien parce que ces promesses ne changeaient rien à l'affaire.

La vérité, c'est que le tandem Giscard d'Estaing-Chirac est tout aussi incapable que le tandem Pompidou-Giscard de mettre un terme à l'inflation, comme le seraient d'ailleurs n'importe quels autres hommes politiques de la bourgeoisie. Les capitalistes ne dominent pas, en effet, leur propre économie. Ils sont impuissants devant les crises et l'inflation. Et toute leur politique, dans une telle situation, consiste simplement à essayer de sauvegarder leurs profits aux dépens des travailleurs.

Et ce que le gouvernement a pompeusement baptisé du nom de plan, ce qu'il a présenté comme étant le résultat de longues méditations, n'est finalement qu'un train de hausses, qui s'inscrit à la suite des nombreuses hausses précédentes. Car à qui fera-t-on croire qu'on lutte contre la hausse des prix en augmentant des prix ? Qui empêchera en effet les sociétés de répercuter les augmentations des tarifs de l'énergie, ou de la fiscalité, sur leurs propres prix de vente ?

Le gouvernement ne lutte pas contre l'inflation et la hausse des prix. Il se contente de s'y adapter. En s'y adaptant, il les nourrit. Il les entretient.

S'ils veulent protéger leur niveau de vie, c'est sur eux-mêmes que les travailleurs doivent compter, sur leurs luttes, et non sur les discours d'un charlatan.

sommaire

EN FRANCE

● Leur société pourrie

Page 4
— A propos de la grève des femmes : un combat dont nous sommes solidaires.
Page 5
— Les hôpitaux psychiatriques dans la société capitaliste.
Page 6
— Au Larzac : l'armée occupe.
— Le jugement sur la catastrophe de Val-d'Isère : un dossier bien enfoui.
— Le Pen attaque Lutte Ouvrière en justice.

● Dans les entreprises

Page 13
— Usinor-Dunkerque : la direction lockoute les travailleurs qui ne veulent pas risquer leur peau pour ses profits.
— Tachon : trois semaines d'occupation.
Page 14
— Rhône-Progil : un patron condamné.
— Leroy-Somer (Angoulême) : répression syndicale à la Fonderie Rabion.
— Vallourec : Usine = danger.
Page 15
— Rhône-Progil : élections de délégués du personnel.
— Centre de Tri d'Arceuil : l'envers de la mécanisation.
— Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Rouen : colère à la CRAM.
Page 16
— Gestelec en grève illimitée.
— Bendix, Drancy : lutte contre les licenciements.

DANS LE MONDE

Pages 10-11
— Indépendance immédiate pour la Guinée-Bissau, le Mozambique et l'Angola.
Page 20
— L'or réévalué.
— L'Argentine : les bureaucrates syndicaux à la rescousse de Peron.

DIVERS

Page 9
— **L'écologie politique :** un apolitisme réactionnaire.
Page 19
— **Cinéma : 1789,** avec la Troupe de A. Mouchkine.
— **La virée superbe,** de Gérard Vergez.

Vers un "grand cartel" du socialisme?

Les initiatives se multiplient, dans les milieux de la gauche proche de François Mitterrand. Que ce soit le PSU, Edmond Maire et les responsables de la CFDT, ou la direction du PS, chacun évoque la création d'un « grand parti socialiste ». Mitterrand avait, au lendemain du second tour des présidentielles, annoncé le projet d'une réunion des « assises du socialisme » — on avait même parlé non sans une certaine grandiloquence « d'Etats généraux ». Maire, quant à lui, évoque la création d'un « grand parti socialiste de masse ». Dans le même temps, plusieurs dizaines de dirigeants cédétistes, auxquels se sont joints des personnalités telles que René Dumont ou le général de la Bollardière, lancent un « appel pour participer au développement d'une grande force socialiste », tandis que Pierre Mauroy rappelle le même jour, devant la Convention nationale du PS, les conditions qui, selon les dirigeants de ce parti, doivent présider au regroupement des socialistes.

Cependant si, en ce moment, les déclarations se multiplient, les propos restent dans un vague savamment calculé. « Assises » ou « Etats généraux du socialisme » lance Mitterrand et son état-major ; Maire répond « grand parti socialiste de masse » ; quant aux signataires de l'appel pour une grande force socialiste, ils évoquent la création d'un **« lieu de rencontre permettant aux socialistes de confronter leurs expériences concrètes ».** Mais chacun des protagonistes reste prudemment sur ses positions. Le PSU, après avoir répondu favorablement à la proposition « d'assises du socialisme », déclare aussitôt par la bouche de son secrétaire général, Chapuis, qu'il n'est nullement question que son parti adhère purement et simplement au PS. Edmond Maire insiste sur la nécessité que chacune des formations en cause maintienne son originalité.

Pierre Mauroy, devant la Convention nationale de son parti, définit parfaitement cette situation, lorsqu'il déclare : **« il sera vite indispensable de dépasser les problèmes de vocabulaire ».** C'est avouer que, pour l'instant, on en est resté aux proclamations générales.

Dans ces conditions, il serait hasardeux de se prononcer sur les chances que se réalise un tel projet, et surtout sur les formes qu'il pourrait prendre. Mais, en tout état de cause, il est évident que celui qui reste le maître du jeu est François Mitterrand. Parce qu'il occupe, sur le plan politique, une position d'arbitre, le rassemblement ou le regroupement ne peut se faire qu'autour de sa personne, dans le cadre d'un projet dont il constitue la clef de voûte. C'est pourquoi aujourd'hui les responsables du PS se permettent de parler haut. Le PS désire **« enrichir le cadre existant, non le bouleverser ou,** a fortiori, **le faire disparaître au profit d'une formation entièrement nouvelle dont la naissance nous le savons par les expériences passées, ne pourra être que difficile et agitée ».** Les choses sont dites ! Aux partenaires éventuels, il est précisé qu'ils peuvent se rallier au PS, mais non négocier d'égal à égal. Il faut bien entendu faire la part de ce qui est manœuvres d'appareil dans ce flot de déclarations ambiguës, mais il n'en reste pas moins que ceux qui aspirent à voir se créer un grand parti socialiste qui, à l'instar du PCF, intervienne de façon militante sur tous les plans, que l'on retrouve comme élément actif dans les luttes qui se développent dans tous les domaines de la vie sociale et politique, risquent d'être déçus dans leurs espoirs. Car, si le PS refuse de s'immoler sur l'autel de l'unité des socialistes autogestionnaires, ses partenaires n'ont guère de raisons de le faire, et particulièrement pas la CFDT. Il est probable, tout au plus, que se constitue un cartel au sein duquel les organisations composantes garderont une large autonomie. Ce qui n'exclut pas, bien entendu, qu'un certain nombre de membres de ces formations adhère au PS.

Mais cela suffit amplement aux projets de Mitterrand, qui se satisferait volontiers d'un vaste rassemblement électoraliste autour de sa personne.

Ainsi serait reconstitué un vaste parti social-démocrate tel qu'il existait après la guerre, mais qui serait bien loin de l'image que s'en font ceux qui croient ou feignent de croire à la constitution d'une organisation véritablement militante.

Jean-Pierre VALI.

en bref... en bref... en bref...

1.500 F : UN STRICT MINIMUM

Le SMIC à 1.300 F par mois, pour 40 heures, telle est la revendication qu'avancent désormais les confédérations CGT et CFDT, soit 100 F de plus que ce qu'elles fixèrent en décembre 1973.

Mais ce que ces deux confédérations passent sous silence, c'est le bruit qu'elles ont fait en mars, au moment où des grèves se multipliaient dans le pays (banques, Saviem, etc.) en faveur d'un salaire minimum à 1.500 F.

A cette époque, lors d'une conférence de presse, Séguy déclarait : **« Au point où en est l'inflation et au rythme où elle va, il n'est pas excessif de dire aujourd'hui qu'il faut un salaire minimum de 1.500 F par mois ».** Quant à Edmond Maire, il avait de convaincantes dé-

4 8-3-1974 ★ L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE

Georges SÉGUY : Il faudrait au minimum 1500 F par mois

au rythme actuel de l'inflation

Au lendemain de la réunion de sa Commission exécutive, la CGT a donné hier une conférence de presse. « Ou bien le gouvernement et le CNPF tiendront tion, la vie chère et le chômage, pour la garantie et la progression du pouvoir d'achat des salaires, retraites, pensions, la sécurité de l'emploi, les deux principaux problèmes » Cet argent ne doit pas aller grossir les profits capitalistes ou être accaparé par les spéculateurs. Il est inadmissible que l'Etat poursuive une politique qui consiste à

monstrations pour prouver, budget type à l'appui, qu'il est impossible de boucler ses fins de mois avec moins de 1.500 F.

Toutes ces vérités, il faut bien dire que Séguy et Maire les ont tues lors de la campagne électorale, les 1.200 F minimum promis par Mitterrand les satisfaisaient...

Et puisque, de toute évidence, les prix n'ont pas cessé d'augmenter depuis mars, il faut bien conclure que les syndicats revendiquent aujourd'hui un SMIC qui, de leur propre aveu, ne permet pas de vivre.

LOGEMENT : HAUSSE DES LOYERS ET RATIONNEMENT DU CHAUFFAGE

Le 1er juillet prochain, les locataires recevront des quittances majorées d'un montant de l'ordre de 6,8 % du loyer habitue', selon les déclarations du gouvernement. Le blocage des loyers décidé pour six mois prend en effet fin le 30 juin prochain. Ce chiffre de 6,8 % que le nouveau ministre du Logement Galley présente comme une « hausse modérée » ne s'appliquera sans doute pas à toutes les catégories de logements. Bien que le gouvernement n'ait pas apporté de précisions à ce propos, il est probable que l'augmentation pourra varier, selon qu'il s'agit de HLM, de logements soumis à la loi de 1948 ou à « loyers libres ». Mais, de toute façon, elle va venir s'ajouter à la hausse fabuleuse des charges qui ne sont ni bloquées, ni réglementées et qui permettent aux propriétaires et sociétés immobilières de « se rattrapper ». L'hiver prochain, le coût de ces charges fera sans aucun doute un nouveau bond, étant donné l'augmentation du fuel, du charbon, du gaz et de l'électricité. Mais le comte d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a trouvé deux solutions pour « économiser » sur les dépenses de chauffage : le rationnement (avec ou sans ticket) et... le bricolage. Monsieur le comte est venu nous expliquer à la télévision que les personnes frileuses n'auront qu'à installer chez elles des matériaux isolants dont « la pose est très facile » !

On attend avec impatience qu'il nous fasse une démonstration dans son casino de Deauville...

A LYON

REUNION PUBLIQUE

lutte ouvrière

- **La situation politique en France après l'élection de Giscard d'Estaing.**

JEUDI 20 JUIN 1974
à 20 h 30
PALAIS DU TRAVAIL
(VILLEURBANNE)

APRES LE CIRQUE ELECTORAL, LE CINEMA DES AMNISTIES

Comme le veulent la tradition et le folklore de l'élection présidentielle, on va donc nous pardonner pour nos péchés de mauvais citoyens. Outre les mauvais automobilistes — qui, depuis la mort de Pompidou, ne paient plus leurs contraventions —, sont traditionnellement amnistiés tous les fautifs de délits mineurs, tels « ceux qui oublient de faire nettoyer leur cheminée, qui mangent ou cueillent des fruits appartenant à autrui, qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, les auteurs de mauvais traitements à animaux », **etc. Il n'y a vraiment pas de quoi fouetter un chat.**

Il est vrai que, cette fois-ci, l'amnistie sera plus « large » que d'habitude, ce dont la presse a fait des gorges chaudes. Le Monde **du 9 juin s'est empressé d'y voir** « l'esquisse d'une politique pénale », **en relation avec la nomination toute fraîche de Lecanuet comme ministre de la Justice.**

Mais, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'en fait ce n'est que de la poudre aux yeux avec, surtout, une bonne dose d'hypocrisie.

C'est ainsi que les femmes qui ont été condamnées pour avortement seront amnistiées, mais par les médecins qui ont pratiqué l'avortement. Les délits de mœurs par voie de presse seront pardonnés, mais le docteur Carpentier reste condamné pour son tract sur la sexualité.

De même, les sanctions disciplinaires seront levées, mais cela ne donnera pas droit à la réintégration dans ses fonctions ou dans son établissement. On n'est plus sanctionné, mais on reste « vidé ».

Grand seigneur, Giscard veut bien passer l'éponge sur les délits politiques réprimés par la loi anticasseurs ou celle de 1936. Mais la Ligue Communiste reste dissoute.

Le projet de loi d'amnistie est donc un bel exercice de style sur le thème de la continuité dans le changement. Les exceptions sont assez nombreuses pour laisser place à l'arbitraire le plus complet. D'ailleurs, les tribunaux ont pris l'habitude de distribuer des peines de prison ferme de trois mois et un jour, **ou un an** et un jour **avec sursis, c'est-à-dire un jour de plus que le maximum pour être amnistiable.**

De toute façon, pour ceux qui ont déjà purgé leur peine ou payé leur amende, l'amnistie n'a d'autre effet que d'effacer éventuellement leur condamnation sur leur casier judiciaire. « On vous a mis en prison, mais c'est fini, on ne vous en veut plus. » Belle consolation !

Malgré tout le cinéma qu'a fait Giscard autour de son projet de loi d'amnistie, celui-ci n'est qu'un geste de charité empreint de mépris et de condescendance. Et il faut vraiment se bercer d'illusions pour y voir la moindre « esquisse d'une esquisse » d'une nouvelle politique en matière de justice.

14 JUILLET : LA GRANDE PARADE

Décidément, « Giscard à la barre », c'est vraiment le changement sans risques. C'est-à-dire pas de changement. Tout juste un peu de cinéma pour faire popu.

Cette année, par exemple, le défilé militaire du 14 juillet n'aura pas lieu comme antan dans les beaux quartiers. Foin de l'Etoile, de la Concorde, des bourgeois Champs-Elysées ! La troupe empruntera, et à pied seulement — austérité oblige —, le parcours traditionnel des manifestations syndicales, de la Bastille à la République.

Gageons cependant que le haut commandement n'ira pas jusqu'à distribuer des drapeaux rouges aux soldats et leur faire chanter **l'Internationale** pour faire plus vrai. Ces messieurs veulent bien faire peup'e, mais il y a des limites ! Et, dans leur petite cervelle, « peuple » c'est du clinquant et du ran-tan-plan. Couleurs et tambours. Tout juste de quoi satisfaire les fans de l'uniforme, les amoureux du pompon rouge et du képi, gradés et bons bourgeois en tête.

Il y a donc fort à parier que la « nouvelle » mise en scène lancée par l'accordéoniste de l'Elysée ne fera pas mieux passer la camelote militaire que précédemment et ne rassemblera que les habituels « allons-z-enfants s'faire trouer la peau » et autres nostalgiques du cocorico.

A propos de la grève des femmes

Un combat dont nous sommes solidaires

Les 8, 9 et 10 juin, des groupes MLF avaient lancé la « grève des femmes ». En dehors des forums de discussions organisés rue de Rennes et d'une manifestation le lundi soir, ces journées d'action des femmes en colère sont passées relativement inaperçues du public. La presse n'en a rendu compte que pour ironiser — un peu facilement — sur les aspects folkloriques du mouvement.

Bien sûr, le mouvement organisé par le MLF avait de quoi choquer, dans son style, dans la forme même de lutte choisie, dans la formulation des mots d'ordre et des slogans. Mais ce ton provoquant était, en fait, en grande partie volontaire. Et ce, à juste titre. Car dénoncer la femme boniche qui croule sous l'amoncellement de tâches ménagères, la femme esclave, la femme colonisée, dominée par son mari, surexploitée par son patron, brimée par la législation, c'est aller à l'encontre des idées reçues, c'est briser bien des tabous communément admis par l'ensemble de la population.

Une telle campagne, commencée d'ailleurs par le MLF depuis quelques années, a en tout cas porté ses fruits, puisque tout un chacun, à droite comme à gauche, se sent maintenant obligé d'y aller de son petit couplet sur les droits de la femme. De même, la campagne pour le droit à l'avortement et à la contraception (où le MLF a également joué un rôle important) a commencé, pour se faire entendre, par quelques coups d'éclat, comme le manifeste des 343 femmes qui reconnaissaient avoir avorté, mettant au défi les représentants de la loi de les poursuivre.

Et, si un mouvement comme le MLF a pu naître et s'étendre dans ce pays, il y a à cela de bonnes raisons. Car la quasi-totalité des organisations de gauche et d'extrême-gauche ne font que perpétuer dans leurs rangs, et même dans leur propagande, la mentalité imposée par cette société et qui assigne à la femme un rôle de citoyen de seconde zone. Tel est le cas du PCF qui chante « les vertus de la mère et de l'épouse », de la CGT qui, dans **Antoinette,** publie des recettes infaillibles pour plaire quand même avec un budget de 1.300 F par mois.

Nous ne partageons pas, quant à nous, bien des points de vue développés par le MLF. Et, si nous estimons que la lutte pour la libération de la femme est un combat important à mener, nous faisons pour cela confiance à la lutte de classe et non à la lutte des sexes. Car l'oppression de la femme est un phénomène caractéristique de la société d'exploitation dans laquelle nous vivons et cette oppression ne disparaîtra qu'avec la société qui l'a engendrée.

Et c'est pourquoi aussi nous sommes entièrement solidaires du combat mené à l'heure actuelle par le MLF contre les multiples aspects de cette oppression.

Hélène DURY.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. 4 ter, rue du Bouloi Département Presse Offset

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à

LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865
PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

Les hôpitaux psychiatriques dans la société capitaliste

(Ph. Rausch-Fotolib)

C'EST une loi datant de 1838 qui régit encore actuellement les hôpitaux psychiatriques. Au siècle dernier la psychiatrie avait surtout pour rôle de mettre la société à l'abri des individus dangereux ou jugés tels. C'est seulement en 1801 que Pinel fit retirer les chaînes des fous et édicta des règlements moins inhumains. Les établissements psychiatriques ont évidemment changé depuis cette époque mais ils restent encore des lieux carcéraux où sont entassés pêle-mêle dans des locaux souvent sordides toute sorte de malades, jeunes et vieillards, dépressifs et schizophrènes, alcooliques et drogués.

Ainsi l'hôpital Sainte-Anne à Paris, entouré par de hauts murs, cache au vu et au su du public les malades mentaux et le régime pénitencier qui est le leur pour la plupart. Le personnel qui partage la vie quotidienne des malades connaît, lui, la grande misère physique et morale qui leur est faite. Dans les quartiers psychiatriques, il y a peu de chambres individuelles, les malades sont le plus souvent en dortoir ou salle commune, groupant de vingt à quarante lits. Les lits sont parallèlement disposés sur deux ou trois rangées, séparés par un espace de moins d'un mètre. Tous ces malades sont vêtus d'un pyjama et d'une chemise de grosse toile à rayures. Le jour, la présence du personnel soignant et des médecins les rassure, mais la nuit, c'est un véritable cauchemar. Les vieillards s'agitent, se plaignent, d'autres parlent haut ou cherchent à passer pardessus les montants des lits, les délirants continuent à haute voix leur dialogue jamais clos. Le personnel de nuit est très réduit, une infirmière pour trente, quarante malades et plus ; celle-ci n'ayant aucun moyen d'intervenir en cas d'incident a pour ordre de se barricader dans un bureau à portée d'un téléphone.

A l'hôpital psychiatrique de Perret-Vaucluse, dans la région parisienne, c'est dans des baraquements surpeuplés que vivent plus de cent malades là où il n'y a de place que pour quarante. Chaque soir, les malades installent leur paillasse à même le sol, entre les lits, dans la salle à manger, près des W.C. à la turque constamment bouchés. Le matin, les paillasses sont empilées dans un coin du dortoir ou entassées dans l'étroite cour intérieure servant de promenoir. Ces malades sont ainsi parqués parfois pendant des années.

A l'hôpital Sainte-Anne, on retrouve le même délabrement des locaux : ainsi, dans un service, l'eau de pluie tombe du toit percé sur un lit du dortoir laissé vide pour cette raison. Partout les sanitaires sont en nombre insuffisant ; il n'y a qu'un service de bain, pour tous les malades qui n'ont la possibilité de faire une toilette convenable qu'une fois tous les quinze jours ; ailleurs des échafaudages tiennent le plafond et le sol s'enfonce lentement, il est arrivé qu'un morceau de plafond tombe sur le lit d'un malade heureusement absent cette fois-là.

Ce qu'il y a de commun à tous les hôpitaux psychiatriques, c'est l'emploi des malades chroniques dits malades-travailleurs. Les malades, au titre de l'ergothérapie (c'est-à-dire le traitement par le travail), sont employés à toutes les besognes de l'hôpital. S'il est vrai que le travail peut constituer en effet une forme de réinsertion sociale, donc de voie vers la guérison, il prend dans un tel contexte la forme d'une exploitation pure et simple de ces malheureux qui servent de bonnes à tout faire, assurant jardinage, lingerie, repassage et cuisine, tout cela pour le plus grand bénéfice de l'administration. C'est en effet pour elle une véritable mine d'or : pour la valeur de quatre ou cinq timbres à 50 centimes par jour, ils travaillent huit heures à plein rendement, et cela pendant des années et pour certains jusqu'à leur mort. Ils ne coûtent pratiquement rien à l'hôpital qui, sans eux, devrait doubler l'effectif du personnel et de plus présentent l'avantage inestimable pour l'administration de ne jamais protester, de ne jamais se mettre en grève.

Le dimanche, les asiles ouvrent leurs portes, si l'on peut dire. Les familles désireuses de voir leurs malades se rendent au bureau de la surveillante générale qui leur remet un bon d'entrée avec l'accord du médecin car celui-ci peut supprimer les visites. Les visites tant espérées restent le privilège de quelques-uns, pour beaucoup d'entre eux personne ne vient plus jamais les voir.

Quant aux familles, si elles désirent avoir quelques éclaircissements au sujet de leur malade, il leur faudra attendre des heures et réclamer sans cesse pour arriver à joindre un médecin responsable du malade, certains se décourageront avant d'y parvenir. Les réclamations des familles adressées au directeur iront de toute façon rejoindre la paperasse.

Lorsqu'un malade est interné dans un hôpital psychiatrique, ce n'est pas toujours parce qu'il est gravement atteint, c'est aussi parce qu'il est particulièrement démuni matériellement et moralement. C'est tout ce que la société a pu offrir aux plus vulnérables d'entre eux : un coin d'hôpital ou, bon gré ou mal gré, ils feront leur trou, privés de toute intimité, de leur dignité humaine, de leur personnalité même.

La condition faite au personnel est le reflet de celle réservée aux malades. Le manque de recrutement à tous les niveaux est criant. Cela est d'autant plus catastrophique que les malades en crise représentent un danger que personne n'ignore. Une infirmière seule la nuit, ayant la garde de trente à quarante malades sinon plus, ne peut en aucun cas intervenir sinon appeler au secours. En réalité, le personnel vit constamment dans la peur d'une attaque qu'il ne pourra maîtriser. A cela il faut ajouter les bas salaires, et les huit heures de travail quotidien trop chargées. Comme les besoins augmentent sans cesse et que l'administration fait la sourde oreille aux revendications du personnel, l'humanisation des hôpitaux n'est pas pour demain.

Régine VILLON.

(Ph. L.O.)

AU LARZAC L'ARMÉE OCCUPE

Mardi 11 juin, un missile de l'armée de terre s'est écrasé au Larzac à proximité d'un terrain de camping. L'engin, un petit avion de reconnaissance téléguidé, pesant 850 kg, a explosé, les débris tombant à quelques mètres à peine des tentes et des habitations. Heureusement, il n'y a pas eu de victimes.

C'est au cours de manœuvres de l'armée au camp du Larzac que l'accident a eu lieu : le missile avait été envoyé pour photographier des routes de la région et, la base ayant perdu le contrôle du missile, celui-ci a fini par s'écraser.

L'armée se permet d'expérimenter ses engins au-dessus de nos têtes, et tant pis si l'engin n'est pas au point ou s'il y a fausse manœuvre. Il faut dire que ce n'est pas le premier accident de ce genre.

Et ce nouvel accident, même si par un heureux hasard il n'a pas eu de conséquences, nous rappelle le danger permanent que l'armée, même en temps de paix, nous fait courir par ses manœuvres stupides et inutiles. Et la population du Larzac, qui refuse de se laisser expulser pour faire la place aux militaires, a là encore une raison de plus de s'opposer aux manœuvres militaires dans la région et à l'extension du camp.

Olivier BELIN.

(Ph. L.O.)

Le jugement sur la catastrophe de Val-d'Isère :

UN DOSSIER BIEN ENFOUI

Près de quatre ans et demi après l'avalanche qui tuait trente-neuf personnes et en blessait une quarantaine d'autres en balayant le chalet de l'UCPA (Union des Centres de Plein Air) à Val d'Isère, le jugement du tribunal administratif de Grenoble n'a pas encore été rendu. Il devrait l'être, mais rien n'est sûr, dans les prochains jours de juin, et permettre — peut-être ! — de déterminer les responsabilités respectives de l'Etat et de la commune de Val d'Isère dans cette catastrophe.

Mais qu'un tel délai puisse s'écouler sans qu'aucune conclusion sérieuse ait été tirée du tragique événement du 10 février 1970, constitue une éclatante démonstration du peu d'empressement — et c'est un euphémisme — dont font preuve tribunaux, pouvoirs publics et autorités diverses, dont celle du ministère de l'Aménagement du territoire (et de son équivalent actuel) pour déterminer les causes réelles de ces trente-neuf morts.

Avec la catastrophe de Val d'Isère, c'est dans la jungle des gens bien et hauts placés que nous pénétrons, là justement où règnent l'indulgence, la lenteur, la complaisance et les multiples irrégularités nécessaires pour leur permettre de s'en tirer à bon compte.

Alors que toute l'affaire devait être simplifiée par le fait que le ministère, la commune, les promoteurs, etc., concernés, étaient parfaitement connus et pouvaient immédiatement fournir toutes les informations nécessaires à la clarté et la rapidité de l'enquête, les difficultés de procédure se sont accumulées et les irrégularités multipliées. Les avocats qui défendent les familles des victimes n'ont cessé de le souligner : problèmes pour constituer les dossiers, recueillir les témoignages, obtenir les documents, en particulier, d'ailleurs, les documents détenus par les municipalités ainsi que par le ministère de l'Aménagement du territoire, sur lequel régnait, à l'époque, Albin Chalandon. Ainsi, le rapport Luguern portant sur « **Les conditions dans lesquelles les permis de construire ont été délivrés à Val d'Isère et à Tignes dans les zones exposées aux avalanches** » n'était pas transmis aux avocats, sous prétexte, expliquait le ministère, qu'il s'agissait « **d'une pièce interne, non-communicable à des tiers** » ! Cela, alors que trente-neuf personnes venaient de trouver la mort à Val d'Isère, le 10 février, et qu'à Tignes, station voisine, onze chalets étaient à leur tour le 12 février balayés par une avalanche après avoir été, de justesse, évacués par leurs habitants !

Et il sera nécessaire d'attendre la fin de l'année 1972 et les révélations de Gabriel Aranda, ex-bras droit de l'ex-ministre Chalandon, pour que les avocats puissent prendre partiellement connaissance de ce rapport Luguern.

Il a fallu la mort de trente-neuf vacanciers pour qu'apparaisse sous son véritable éclairage une affaire scandaleuse de bout en bout, depuis l'irresponsabilité criminelle de ceux qui ont laissé faire, autorisé ou simplement couvert la construction du chalet de Val d'Isère, jusqu'à la complicité évidente, après la catastrophe, avec laquelle ils se serrent les coudes pour étouffer la vérité et préserver de sordides intérêts de postes ou d'argent. Car l'obtention même du permis de construire s'est faite dans des conditions plus que sujettes à caution. La demande était déposée le 22 février 1960. Examinée rapidement, elle était accordée, peut-être parce qu'au dos la notation suivante était présente : « **Cette affaire concerne une personnalité du cabinet du ministre.** » Et pourtant, la zone dans laquelle était autorisée la construction était connue de tous les gens du pays comme une zone d'avalanches : en 1917, mais aussi en 1959 (à peine un an avant le dépôt de la demande de permis de construire !) des avalanches de même ampleur que celle qui fit trente-neuf morts avaient balayé le secteur.

De même, en 1961, une première carte d'avalanches de la région destinée à la construction, était dressée par le service des Eaux et Forêts (elle restera introuvable après la catastrophe), bientôt suivie d'une nouvelle carte, rectifiée celle-ci, qui faisait écrire en 1964, par un ingénieur des Eaux et Forêts s'adressant au maire de Val d'Isère: « **L'extension des avalanches y a été systématiquement minimisée.** »

D'autre part, dès le 3 février 1970, les Eaux et Forêts conjointement avec les services de météorologie, mettaient en garde contre les risques d'avalanches dus aux chutes de neige particulièrement importantes sur la région. Toutefois, aucune mesure n'était prise pour prévenir et évacuer les hôtes du chalet...

Pour tenter d'effacer les responsabilités, fuir les conséquences de négligences délibérées, se laver les mains de ces trente-neuf morts si encombrants, tous les moyens furent bons à certains. Ainsi, il a été formellement démontré que, le 26 février 1970, soit seize jours après la catastrophe, des pages du registre des procès-verbaux de la Commission de sécurité de la station de Val d'Isère ont été arrachés. Que pouvait donc avoir à cacher cette « Commission de sécurité » ? Et ces pages n'ont pas été déchirées par n'importe quel quidam ! Elles l'ont été en présence du maire-adjoint de la station, Erny, du directeur technique Jouve, de l'adjudant-chef de gendarmerie, Bouaniche ! D'autres pages sont venues bien sûr remplacer les précédentes, et Erny et Jouve, inculpés de faux et usage de faux, fournirent alors la savoureuse explication suivante : « **On nous accuse d'avoir arraché une trentaine de pages : nous avons simplement enlevé les brouillons pour recoller des pages définitives, correspondant exactement à ce qui s'était dit dans les délibérations** » !

Honni soit qui mal y pense !

L'énoncé de ces quelques faits publics — parmi bien d'autres, certainement, qui resteront toujours dans l'obscurité — suffit à constituer un réquisitoire accablant tant pour les services du ministère de l'Aménagement du territoire de l'époque que pour les autorités publiques, communales ou autres qui ont joué un rôle passif ou actif dans cette affaire. Mais, quel que soit le jugement — si jugement il y a — qui sera rendu dans les jours prochains, il ne pourra interdire que, dans d'autres endroits et d'autres circonstances, des vies humaines soient exposées à des risques semblables. Car l'incompétence et l'irresponsabilité règnent, du haut en bas de l'échelle des services dits publics, dès qu'il s'agit de la sécurité des individus et non plus seulement de gros sous.

Lucienne PLAIN.

Le Pen attaque Lutte Ouvrière en justice

Après avoir intenté un procès à **Rouge** puis à Michel Recanati, Le Pen s'en prend maintenant à notre journal, en attaquant en diffamation son directeur de publication M. Rodinson.

Le jugement doit avoir lieu le 3 juillet devant la 17° chambre correctionnelle de Paris. Le Pen estime que, en employant à son égard le terme de « tortionnaire », nous avons porté atteinte « à son honneur et à sa considération », et il évalue à 250.000 F le prix des dommages subis.

Décidément, Le Pen se sent bien chatouilleux et soucieux d'étouffer la vérité. Pendant les élections, la presse s'était faite l'écho des accusations précises concernant son passé en Algérie. Dans une déclaration Pierre Vidal-Naquet avait écrit : « **Ne pas appeler Le Pen un tortionnaire serait le diffamer.** »

Mais il n'était même pas besoin de rechercher dans son passé pour se faire une idée de ce qu'est réellement Le Pen : toutes ses déclarations sur la junte chilienne, l'approbation sans réserve qu'il a apportée aux massacres des travailleurs — et le fait que ses compagnons de route ont toujours été, comme Ordre Nouveau, la pire racaille réactionnaire — démontre amplement que la déclaration de Vidal-Naquet définit parfaitement Le Pen — tous les procès n'y changeront rien.

SOUSCRIPTION

Nous remerçions chaleureusement les milliers de personnes qui nous ont témoigné ainsi leur soutien et leur sympathie, et nous continuerons dans les prochains numéros d'en publier les noms.

Cette longue liste, la multiplicité des petites sommes qui y figurent prouvent que ce sont des travailleurs, des petites gens qui nous ont aidés, ceux à qui, justement, nous nous sommes adressés pendant cette campagne. Et cela est pour nous aussi important que l'aide financière indispensable qui nous a été fournie.

- Apprenti Renauld, 15 F - Clouvet, 8 F - Timarche, Lille, 5 F - Escocia, 5 F - Michèle P., Lil e, 10 F - Anonyme, Lille, 5 F - Deux étudiants en anglais, 20 F - Un immigré, rue Pierre-Legrand, Lille, 10 F - Dupuich, maçon UST 1, Lille, 10 F.

MAUBEUGE

Urbin, 2 F - Marie-Chantal, 1 F - E.P., 10 F - Barlerin J.-Claude, 50 F - J.B., 10 F - X., 320 F - Marsegnena Dominique, 10 F - Michel Sylvie, 3 F - Marens, 2 F - Anonyme, 3 F - Signature, 2 F - Raymond, 2 F - Rofer, 1,50 F - Marsegnena Marie, 5 F - Jules, 1 F - Enseignante de Maubeuge, 10 F.

REGION DE BORDEAUX

FOURMIES : P. Alain, 20 F - Vidrequin, 10 F - Jeris Angelle, 10 F - Bouttefeux, 5 F - Des lycéens de Fourmies, 15 F - Signature, 5 F.

ANGOULEME

Travailleur communiste, 10 F - Max, 30 F - Paysan anarchiste, 3 F - L. Cœuf, 50 F - Roy, 10 F.

Garreau, 10 F - Chavraud, 10 F - Felon, 20 F - Raible, 10 F - Gauthier, 10 F - Slingue, 10 F - Une secrétaire d'Euzkadi, 25 F - Une institutrice publique, 50 F - Deux enseignants, 100 F - Un ouvrier, 50 F - Une enseignante, 50 F - Un ouvrier, 10 F - Sympathisant, 50 F - Grigor, 10 F - Souly, 2 F - Yvon Bordelais, 8 F - Madeleine Abhounom, 10 F - Marie Dupouy, 10 F - Catherine, 10 F - Marie-Noëlle, 1 F - Sympathisante, 11 F - Un sympathisant, 1 F - Un sympathisant, 2,50 F - Barlot, 20 F - Sympathisant, 1 F - Bourgeois, 1 F - Solange, 5 F - Une ménagère, 2 F - Teyssier, 10 F - Une ménagère, 3 F - Documentaliste, 10 F - Agent de service, 2,50 F - Agent de service, 2,50 F - Ménagère, 100 F - Militant P.C., 3 F - Retraité, 1 F - Lafleur, 10 F - Polo, 10 F - Refleuri, 20 F - Erb, 3 F - Poupin, 3 F - Danièle, 5 F - André Rousset, 20 F - Bernard Le Guyader, 10 F - Jean Valade, 10 F - La Rochelle, 10 F - Un militaire engagé, Parentis, 10 F - Une lycéenne, Parentis, 5 F - Un ouvrier bûcheron, Parentis, 5 F - La sœur d'une copine, Bordeaux, 200 F - Etudiante, Bordeaux, 3 F - Cavignac Louis, BNP Paris-Bastille, 10 F.

Bourseau, 1 F - Marie-Paule et Julie, 10 F - Enseignant, 10 F - Cuq, 20 F - Gimenez, Bordeaux, 10 F - J.P. V., Bordeaux La Benauge, 7 F - M.C., institutrice, Talence, 20 F - J.J.L., Talence, 10 F - Tribié, Libourne, 20 F - Sympathisante de Bayonne, 8 F - Meeting de Bayonne, 54 F - Lavroix Claude, 20 F - Habas Yvonne, 10 F - Duran Patrice, 10 F - Lebuis Gérard, 20 F - Caudéran Juliette, 5 F - Arrivé Colette, 5 F - Caudéran Juliette, 5 F - Fillou Mauricette, 5 F - Mautial Yvette, 5 F - Sollé Yvette, 5 F - Bianco Ghislaine, 10 F.

Gilles, 7 F - Un sympathisant, 3 F - Madame A., Rodez, 10 F - Fédération des anarchistes alcooliques, 5 F - Alain, Rodez, 15 F - Christian, 5 F - Marguerite, 5 F - Une ménagère de Decazeville, 3 F - Desperies Paul, 10 F - Ouvrier AUMD, Decazeville, 5 F - Anonyme, Toulouse, 5 F - Jacques et Denise, 50 F - Pujol, 20 F - Hervé, 1,50 F - Claude, 3 F - Robert, 2,50 F - Justin, 2 F - Joseph, 1,50 F - Philippe, 1 F - Collecte drapeau Cégédur, Castelsarrassin, 40,50 F - Collecte drapeau APC, 10 F - Soutien, 1,50 F - Des travailleurs de Colomiers, 3,50 F - M. et Mme Heraut, 10 F - Soulas, retraité sympathisant, membre du PC, 10 F - Sylvie, secrétaire sténodactylo, 30 F - X., retraitée, 5 F - Un travailleur de l'APC, 13 F - Un travailleur de la Romecap, 5 F - Un travailleur de l'APC, 5 F - Larieu, 10 F - Un travailleur de l'APC, 10 F - Denise, 25 F - Monique, 25 F - Henriette, 10 F - UEREPS, 10 F - Daniel Faucher, 100 F - Daniel Faucher, 15 F - Danielle, Motorola, 50 F - Roland Rangers, 10 F - Nacate, 6 F - Catala, 10 F - Une enseignante des Yvelines, 100 F - Une étudiante toulousaine, 50 F - Soutien, 2 F - Lavigne, 5 - Claude Petite, 10 F - Jean-Marc Jolivet, 5 F - Travailleur Empalot, 10 F - Varlin, 1 F - Lycéenne, Castres, 3 F - Sympathisant, Toulouse, 3 F - Sympathisant, Toulouse, 2 F - X., Toulouse, 1 F - Prunier, étudiant, 1 F - Durand, 2 F - Ouvrière, 10 F - Technicien, 5 F - Fourmorel, 3 F - Professeur, Castres, 6 F - Un sympathisant, 5 F - Alfred, 2 F - Verder, employé, 3 F - Une ménagère, 2 F - Un copain, 3 F - Une ménagère, 5 F - Un ouvrier, 10 F - Serge, lycéen, 2 F - Anonyme, 5 F - J.M., 3 F - Monique, 2 F - Ouvrier PTT, 2 F - Badia, 10 F - Deux travailleurs, 20 F - Gomez, 30 F - Une lectrice, Colomiers, 5 F - Longchamp, 18 F - Une retraitée, 1 F - B., 5 F - Bechareu, 10 F - Garigue, 20 F - Chomel, 10 F - Montserrat, 50 F - Alain C., 200 F - Un sympathisant, 1 F - Cité Daniel Faucher, 10 F - Employé JOB, 5 F - Employé JOB, 10 F - Employé JOB, 5 F - Un retraité, 10 F - Martine, agence nationale pour l'emploi, 100 F - Une femme de ménage, 10 F - Une camarade, 50 F - Camarades des PTT, Toulouse, 100 F - Duesq Jourda et Bernard, 7 F - Sympathisant PTT, 10 F - Un Espagnol, 5 F - Un ami, 10 F - Un soutien, 3 F - Un plombier de Bordeaux, 50 F - Une ménagère de Bordeaux, 10 F - Une retraitée de Bordeaux, 10 F - A. Ramirez, 10 F - Rachou Durand, 4 F - Mercé, 3 F - X., Insat, 5 F - Lecourt J., 50 F - Encinas, 30 F - Pons L., 30 F - Groupe de sympahisants, 120 F - Un habitant de Saint-Gaudens, 10 F - Des amis, 14 F - Vachier, 5 F - Poujoulet, 5 F - Guieu, 5 F - Marty J.J., 10 F - B., 5 F - Quadri, 5 F - Adrien, 3 F - Bagie, 10 F - Moubinous, 20 F - Guy, 5 F - Astoule, 5 F - Une sympathisante âgée, 8 F - Vignan, 5 F - James R., 5 F - Mago, 10 F - Fourio, 10 F - Baglin, 15 F - Y., Béziers, 100 F - X., fac sciences, Toulouse, 5 F - Collecte St-Sernin, 7 F - Sole, ouvrier (Tarn), 10 F - Maçon Berthoumiou (Tarn), 10 F - Orlandini, électricien (Tarn), 10 F - Bekhtari, délégué CGT, 10 F - Bouziane Mohamed, 3 F - J.P., employé, 8 F - Boukortt Benali, 2 F - Nègre Serge, infirmier D.E., 10 F.

CHR TOULOUSE

1 employé, 3 F - 1 employé, 30 F - 1 femme, 20 F - Monique Soula, 50 F - Une employée, 10 F - Martin Annie, 5 F - Dumont A.M., 10 F - Lalanne Nathalie, 8 F.

Un étudiant, 3 F - Un passant, 4 F - Foire Internationale, 1 F - Foire Internationale, 3 F - Anonyme, 100 F - G. Roig, 400 F - 1 sympathisante, 3 F - 1 sympathisante, 3 F - J.P. Bertrand, 200 F - Deschamps, 10 F - M. O.S. 5 F - C.F. (CIT), 10 F - S.B. (CIT), 10 F.

SAINT-GAUDENS

H.P. lycéenne, 2 F - C.P. lycéenne, 2 F - J. Pyolle, 5 F - H. Drelien (lycéen sympathisant), 5 F - Lycéenne, 4 F - P.B., sympathisant, 3 F - C.P. lycéenne, 5 F - L.B. ingénieur géologue, 5 F - R.C. agent administratif, 5 F - M.S. technicien, 4 F - P. ingénieur physicien, 10 F - H. technicien, 5 F - R. technicien, 2 F - C.P. professeur, 5 F - Une ménagère de Pamiers, 3 F - Une ménagère de Colomiers, 5 F - Réunion publique de Pamiers, 5 F - Une ménagère de la cité Péchiney (Tarascon), 5 F - Un travailleur de Bréguet-Dassault, 6 F - Un médecin de Toulouse, 100 F.

Faure, 50 F - Truflandier, Dany Lavaud et Michelot, 8 F - Besson, 5 F - M. et Mme Rocabert, 50 F - Lagarde, 50 F - Gourgousse, 5 F - Barbanneau, 10 F - Mandon, 10 F - Un transporteur sympathisant, 10 F - Une famille ouvrière (Angoulême), 20 F - Ancien militant du PC, 5 F - Je suis d'accord avec elle, 5,40 F - Meeting Poitiers, 16,20 F - Une passante Poitiers, 10 F - Un travailleur Dassault, 2 F - Un travailleur Poitiers, 3 F - Une sympathisante Poitiers, 3 F - Un sympathisant Poitiers, 3 F - Un sympathisant Bègles, 3 F - Moreau, 56 F - Favier, 10 F - Un lycéen, 5 F - Un lycéen, 5 F - F.G. 10 F - Martine, 10 F - Une lycéenne, 5 F - Une lycéenne de Bordeaux, 5 F - Un sympathisant de Bordeaux, 30 F - Un sympathisant de Bordeaux, 20 F - Marie-Christine, étudiante, 10 F - Errecalde, 10 F - Beyries, 20 F - Beyries A, 50 F - Berland, 50 F - Eric, 30 F - Catherine, 5 F - Marie Noelle, 5 F - Claude, 15 F - Anonyme, 5 F - Anonyme, 10 F - Anonyme, 5 F - Femme de ménage de Terrasson, 5 F - Un travailleur du Lardin, 10 F - Brakardlie, 20 F - Magasinier de Terrasson, 5 F - P.F., fonctionnaire à Périgueux, 30 F - Lumeau, 10 F - Une travailleuse du Condat, 10 F - Un pion, 100 F - Anonyme, 5 F - S.J., institutrice, 10 F - M. Paris, 10 F - Alise G. 50 F - Une éducatrice, 10 F - M. et Mme Danacq, 50 F - Goillot, 3 F - Begu, 5 F - Begards, 3 F - Garcia, 1 F - Sympathisant, 2 F - Anonyme, 3 F - Anonyme, 3 F - Anonyme, 50 F - Roux Robert, 10 F - 1 ouvrier de chez Dassautl, 1,50 F - 1 ouvrier de Niort, 1 F - Gonzalvez Denise, 20 F - Chevallier Françoise, 30 F - Juanas, 10 F - 1 ouvrier de la vente, 10 F - Marie Paule, 5 F - Josiane, 5 F - La sœur d'un militant, 100 F.

DERRUPPE

J.V., 10 F - H.M., 10 F - Jeannot, 3 F - Poux Christine, 8 F - Maly Gaby, 15 F.

M. et Mme Gire, 50 F - Un petit groupe de militaires appelés, 10 F - M., 50 F - Mme Kieffer, 5 F - Gallis J.L., 20 F - Danielle, 20 F - Josy, 10 F - Alain, 15 F - Maur, 5 F - Une ménagère de La Rochelle, 1 F - Mme Dupouy, 20 F - Pailley, 50 F - M. et Mme Delas, 8 F - Mme Boubier, 10 F - M. Dupoy, 10 F - R. Richou, 20 F - Metno, 10 F - Grenier, 10 F - Grand Caillou, 16 F - Grand Caillou, 100 F - Mlle Annie Bouyge, 50 F - Mme Bouyge, 20 F - Yves, 5 F - Ariel, 20 F - Sympathisante de Mont-de-Marsan, 8 F - Sympathisante de Mont-de-Marsan, 3 F - Hugo, 8 F - Immigré Bossens, 3 F - Sympathisant, Palmer, 6 F - Sympathisant Bx, 5 F - Marc, 50 F - Mongas, Nicolas, 50 F - Danièle, 10 F - Orian, 80 F - Sympathisante, 8 F - Sympathisant, 3 F - Rameau, 50 F - Un agriculteur, 10 F - Mme Gazuit, 50 F - Un sympathisant du Grand Parc, Bordeaux, 10 F.

SOUSCRIPTION MEETING ARLETTE, BORDEAUX

Simon, 100 F - Roger, 30 F - Dula, 13 F - X. 13 F - J. 50 F - R.G., 13 F - Dulens, 10 F - X 2 F, 8 F, 2 F, 1 F, 5 F, 1 F, 5 F, 1,70 F 10F , 9F .

CHEQUES - ROCHELLE

Liot, 10 F - Emp. Chèques, 5 F - Emp. Chèques, 10 F - Ménagère, 10 F - CEN DREAU (PTT), 10 F - Annie Duthil, déléguée CFDT, 10 F - Employée PTT, 10 F - Elisabeth et Laurence Barthélémy, 10 F.

François, 8 F - S.X., 50 F - F.L., 10 F - X. 5 F - Micheline, 10 F - Sat. 10 F X. 10 F, 5 F, 5 F, 15 F, 10 F - Danielle Somat, 50 F - Patrick Ventou, 10 F - Catheryne Boutry, 5 F - Sympathisant, 10 F - Sympathisant, 50 F.

NANCY

Pinatel, 10 F - Petit commerçant de Longwy, 20 F.

DIJON

Une ouvrière, 15 F - Une ménagère, 20 F - Une employée, 50 F - Une ouvrière, 50 F - Anonyme, 10 F - Une interne, Dijon, 10 F - Un enseignant, 10 F - Une lycéenne, Mt-Chapet, 3 F - Un habitant de Chenove, 10 F - Torres Jean, 3 F - Technicien, 5 F - Une ouvrière, 1,50 F - Un plombier, 10 F - Un lycéen, 2,50 F - Une retraitée, 1 F - Anonyme, 10 F - Anonyme, 0,50 F - Frerot, 8 F - Gervais, 5 F - Jaillet, 5 F - Defer, 10 F - Locatelli, 5 F - Mère famille, pour l'avortement, 15 F - Lycéenne, M.A., 5 F - Etudiant médecine, 50 F - Peguin, 3 F - Suzanne, ouvrière, 20 F - Electromécanicien, ZUP, Chalou, 4 F - Ouvrière de la BE, Grésilles, 10 F - Un coupe de travailleurs de la BE, 5 F - Etudiante, 10 F - Etudiante, 5 F - Surveillante, Nevers, 10 F - Etudiante lettres, Chantal, classiques, 5 F - Etudiante Lettres, Classiques, Marlijosée, 5 F - Annick, étudiante psycho, 10 F - Pascale, sciences écono., 10 F - Enseignant communiste, St-Lons, 10 F - Enseigant SES Dole, 8 F - Denise, Dole, 5 F - Anonyme, 10 F - Ouvrier cimenteries Rochefort, 7 F - Enseignant, Dole, 5 F - Une ménagère, 5 F - Un lycéen, 1 F - Une ménagère portugaise, 2 F - Un ouvrier, 3 F - Corter, 5 F - Perrier, 5 F - R.D., ENSSAA, 50 F - R.T., Quetigny, 5 F - Un sympathisant yougoslave, 10 F - Mohamed et Salem, 10 F - Eddi, 10 F.

LE CREUSOT

Un professeur, 10 F - Un professeur, 10 F.

DIJON

Jojo, 20 F - Jeune ouvrier de Gueugnan, 170 F - Chaudronnier à Autun, 25 F - Sympathisant anonyme, Dijon, 40 F - Un cheminot de Gevrey-Nord, 5 F - Halimi, Gevrey, 10 F - Un cheminot roulant de Dijon, 5 F - Un cheminot sympathisant, 5 F - Un facteur SNCF, 20 F - Chapipe, 10 F - Wennie, 10 F - M. et Mme Blasco, 10 F - M. Matar, bât. n. 26, Grésilles, 4 F - Un ouvrière, Grésilles, 5 F - Une ouvrière, Grésilles, 1 F - Une salariée, Nouvelles Galeries, 3 F - Un employé des Finances, 5 F.

Un étudiant en psychologie, 3 F - - Une ménagère, 2 F - Un retraité, 5 F - Un psychologe scolaire, 20 F - Un étudiant, 3 F - Une ménagère, 2 F - Un travailleur, 5 F - François, stagiaire FPA, 18 F - Thadée Adenot, étudiant, 10 F - Myriam, étudiante, 8,50 F - Marie et Françoise, étudiantes, 50 F - Michèle, étudiante, 5 F.

PONTARLIER

Une ménagère, 1 F - Un jeune travailleur, 3 F.

BESANÇON - MULHOUSE

Papadopoulos, Mulhouse, 20 F - Creusot, Mulhouse, 5 F - Hassan II, étudiant marocain, Mulhouse, 5 F.

BESANÇON

Fawer, 50 F - Maupéou, 10 F - Odile Pouthier, 10 F - X., Besançon, 2 F.

BELFORT

Un employé Alsthom-BE, 20 F - Un contrôleur Mumu AG, 20 F - Gébé, 4 F - Mikade, 10 F - Almonza JF, 1 F - Une ménagère, 5 F - Dormane, 2 F - X., ouvrier Bull, 8 F - Anonyme, Besançon, 54 F - Anonyme, 1 F - Jeanroy, 20 F - Roland, 20 F - Anonyme, 10 F - Lycéenne, 3 F - Aguenot, 10 F - Van Brussel, 4 F - Bethon, 1 F - Pesen, 6 F.

SOCHAUX

Korandono, Peugeot, 10 F.

BELFORT

Un jeune travailleur, Alsthom, 10 F - Norot, 3 F - Inst., Belfort, 15 F - Un passant, 1 F - Richard François, 5 F - Trois colleurs de Chagey (fauchés), 1,70 F - Dranac, Alsthom, 8,30 F.

LYON

Gomez J. Ch., 5 F - Mazuer, 5 F - Gagnaire, 5 F - Antonio, 5 F - Un vieux prolo, 5 F et sa fille, 5 F - Bayle Lucette, 5 F - B.C., vendeur, 20 F - Employé Rodia, 8 F - Specior, 5 F - Femme de ménage, 4 F - Retraité, 10 F -

CHAMBERY

Anne-Marie Lesbros, 10 F - Solange Poscol, 3 F - Mme Laureire, 2 F - Olivier Carlos, 5 F - Une étudiante, 20 F - Claire Lainez, 10 F - Cantel, 5 F - Une employée de Rhône-Poulenc, Textils-Vaise, 50 F - Une mère de famille alsacienne, 100 F - Une lycéenne crapane, 1 F - 1 lycéenne Terreaux, 1 F - Agostini, Vénissieux, 1 F - 1 lycéenne Terreaux, 5 F - Dussuyer, 1 F - Une femme de Lyon, 10 F - Une commerçante, 2 F - 1 petit commerçant, 5 F - Un commerçant, 2 F - Une retraitée, 1 F - Une travailleuse, 3 F.

LYON

Un dessinateur de Delle-Alsthom, 10 F - Balestriero Marie-Louise, 10 F - Dessinateur Delle-Alsthom, 51 F - Des consommateurs, 5 F - Un instituteur, 8 F - Michel, 3 F - Commerçant, 3 F - Dominique, 3 F - Yamina immigrée, 10 F - Nicolet, 5 F - Un travailleur de Delle-Althom, 50 F - Une professeur, 30 F - I.T., 20 F.

VILLEURBANNE

Un commerçant, 1 F - Un commerçant, 2 F - Ferrif R., 3 F - Delvalet, 5 F - Un commerçant qui veut du bien aux ouvriers, 5 F - Un commerçant, 2 F - Un musicien de Grenoble, 1 F - Une ménagère, 1 F - Dubessay, 2 F - Dumont, 1 F - Guillot, 1 F - J. Gaillard, 5 F - Guillerme, 1 F - Une petite fille et sa tante, 1 F - Un monteur électricien 5 F - Un cultivateur, 3 F - Un commerçant, 3 F

GRENOBLE

Un professeur, 10 F - Un travailleur italien, 3 F - Caspèdes, 10 F - Mère de famille, 10 F - Une commerçante, 10 F - Une mère de famille de La Mure (Isère), 10 F - Un mineur de La Mure (Isère), 4,80 F.

CHAMBERY

Anonyme, 10 F - Une lycéenne, 5 F - Une ouvrière, 2 F - Jon, 6 F - Lebrun, 10 F - X, Chambéry, 3 F - X 3 F - Magnin J.F., 10 F - Therme, 5 F - Meeting, Chambéry, 8 F - Cossin, 10 F - Hirsch, 10 F - Meeting, 5 F - Meeting 10 F - Une vieille dame, 8 F - Burdet, 10 F - Danièle et Victor C., 10 F.

PONT-DE-CLAIX

Ripouteaux Danièle, 30 F - M. Azib Alli, 1 F - Mme Paoli Christiane, 8 F - Ouvrier Rhône-Progil, 1 F.

CHR TOULOUSE

1 employé, 3 F - 1 employé, 30 F - 1 femme, 20 F - Monique Soula, 50 F - Une employée, 10 F - Martin Annie, 5 F - Dumont A.M., 10 F - Lalanne Nathalie, 8 F.

Un étudiant, 3 F - Un passant, 4 F - Foire Internationale, 1 F - Foire Internationale, 3 F - Anonyme, 100 F - G. Roig, 400 F - 1 sympathisante, 3 F - 1 sympathisante, 3 F - J.P. Bertrand, 200 F - Deschamps, 10 F - M. O.S. 5 F - C.F. (CIT), 10 F - S.B. (CIT), 10 F.

REGION PARISIENNE

S.T., 500 F - Corine C., 1 F - Tanger, 150 F - B., commis agent de change, Bourse, 5 F - L.R., conducteur métro, 10 F - M., tourneur, 10 F - D.C., 30 F - Grivet, 100 F - Doris, 20 F - Un travailleur de la CSF Levallois, 50 F - Goussainville, 10 F - Michel, 100 F - Carbi, 30 F - Harley, 50 F - Deux, Villeneuve-La Garenne, 30 F - Contoz D., 50 F - J.M.H. (JC), 10 F - B.H., 5 F - Paul Revel, 5 F - D.C., 3 F - France Boyer, 5 F - Robert Dain, 2 F - Francis Lu, 70 F - M.L., 10 F - Y.P., 10 F - G.L., 10 - D.C., étudiante travailleuse, 3 F - Une ménagère, 10 F - Un ouvrier de la SMES, 10 F - Un ouvrier de la SMES, 80 F - Moine, Bondy, 5 F - Retraité, 1,20 F - M. Vernader, 10 F - F. Feydous, 10 F - Hœuillard, 10 F - Jean, 20 F - Une étudiante, 100 F - Salgado, 20 F - F.B., 5 F - M.D., agent EDF, 10 F - Liliane Breuil, militante féministe, 15 F - Marie-Elisabeth Lanoé, 10 F - Kalnanovitch, 25 F - U/I, 5 F - Narcisse Vicotor, 400 F - Gaufillet, 5 F - Tardieu, 10 F - Lascaux, 10 F - Perollier, 10 F - De la Torre, 50 F.

CREDIT LYONNAIS - DEFENSE

Germaine Bauer, 100 F - Jacobs René, 10 F - Renard Serge, 10 F - Deux gradées, 15 F - Julien, 5 F - Ammam, 15 F - Lopez, 20 F - Une employée, 10 F - Bertho, 35 F - Un employé, 20 F - Farineau, 10 F - Luraine, 5 F - Une employée, 20 F - Une employée, 10 F - Nouel Josette, 10 F - Choulette Henri, 10 F - Guillot, 10 F - Une employée, 10 F - Un employé, 10 F - Derouillat, 5 F - Brismoutier, 10 F - Rougier, 13 F - Feve, 10 F - Lhuillery, 5 F - Faure, 10 F - Un employé, 10 F - Anonyme, 2 F - Alain Dumerin, 10 F - Claudine Roucoux, 10 F - Charlotte et Jean-Pierre Laguiller, 20 F - Une employée du CL, 10 F.

CREDIT LYONNAIS - LEVALLOIS

Lisette, 5 F - Lepoudge, 5 F - Dan, 50 F.

Illisible, 20 F - Anonymes, 10 F.

O.K., 20 F - Comité de soutien CET-LT Jacquard, 50 F - M.F., 15 F - Un travailleur de Vallourec, 5 F - Une standardiste, 20 F - Un livreur, 30 F - Mme Mazil, 30 F - Un membre du PS, 5 F - Une employée d'assurances, 20 F - Gillet Denis, 3 F - Danièle, 5 F - Antoine, 5 F - Maral, 20 F - Une employée de l'URSSAF, 5 F - Anonyme, 5 F - Mme O. Meudon, 30 F - Sebban, 10 F - Jack, 20 F - Un travailleur des P et T, 50 F - Un chômeur de Drancy, 3 F - Un employé de la Sécurité sociale, 5 F - Un lycéen, 1 F - Anonyme, Drancy, 1 F - Jacques Croizier, 100 F - Une étudiante, 10 F - Un ouvrier, 50 F - Un étudiant, 20 F - Un essencier de Roissy, 50 F - Didier Pomineau, 200 F - Ouertani, 5 F - Un acheteur LO, 3 F - Signature, 3 F - Irène, 4 F - Sylvie B., 10 F - J. Basak, 30 F - Mme Duc., 2 F - M. Berthelet, 5 F - Maryse, 5 F - C. Ferrapa, 5 F - Martine, 10 F - Julius Thomas, 50 F - Michel, 5 F - Annick, 10 F - Catherine, 30 F - Claude, 30 F - Jackie, 10 F - Josette, infirmière, 10 F - Assumpçao Pablo, 10 F - Béatrice d'Arcueil, 60 F - Mangin Frédéric, 2 F - Meunier René, 10 F - Nicolas, 3 F - Anonyme, 1 F - Collectif PUF, 30 F - Une employée de la Caisse des Dépôts, 50 F - Un sympathisant artisan, 10 F - Un ouvrier de Rhône-Poulenc, 100 F - Un sympathisant de St-Ouen, 100 F - Deux sympathisants du CA Rhône-Poulenc, 60 F - Marion, 8 F - Morand, 7 F - Patrick Boisson, 10 F - Allain Liliane, 50 F - Une sympathisante du Crédit Lyonnais, 3 F - Une anonyme, 5 F - Jean-Claude, 5 F - Une sympathisante du 2e, 7 F - Pierre Kerdoun, 20 F - Une amie d'Asnières, 20 F.

CREDIT LYONNAIS

Leclère, 10 F - Mémier, 2 F - Busca, 2,20 F - Le Hen, 3 F - Loudet, 2 F - Scifferlé, 2 F - Despres, 2 F - Jératin, 2 F - Etard, 10 F - Briver, 10 F - Brenier, 5 F - Lafaye, 2 F - Vessière, 5 F - Carrale, 5 F - Gilbert Robert, 5 F - Thommen M.C., 5 F - Tartane Line, 5 F - Mlle Alexandre, 5 F - Jean Guyot, 10 F - Anne Rochaix, 20 F - Gérard, militant syndical, 20 F - Loew Chantal, 20 F - Mme Metayer, 10 F - Nadine Hyraille, 10 F - Joëlle Cosette, 5 F - Gilles Roumégieras, 5 F - Peltier, 5 F - Aline Mechin, 50 F - Comité de soutien, 415 F - L.L., un copain du CL, 30 F.

Une lectrice, 8 F - Pour ta candidature féminine, 5 F - Un travailleur, 5 F - Un camarade, 5 F - Un prolo du Bâtiment, 5 F - Un assureur, 5 F - Un dessinateur, 1 F - Véronique, 1 F - Un alcoolo, 1 F - Un apprenti, 1 F - Féfé, 1 F - Luillier, 20 F - Davy, 10 F - Millier, 5 F - Roland, PTT, 30 F - Eme, 10 F - Gardaix Gilles, 10 F - Perrot Théo, 25 F - Perrot Paulette, 25 F - Genet Liliane, 200 F - Firmin, 14 F - G.P., 20 F - Une employée de la Cie Le Monde, 10 F - Un OS Daniel, 10 F - Un jeune de Vallourec, 50 F - Cardeau, 4 F - Guélin, 4 F - Marine Aublo, 5 F - Soutien, 7 F - Berger, 10 F - Jammet, 5 F - Anonyme Jussieu, 10 F - Anonyme Jussieu, 10 F - Anonyme Jussieu, 10 F - Stephan, 50 F - Paulay Jacques, Rhône-Poulenc, 50 F - Un ouvrier RP, 10 F - Un ouvrier, RP, 2 F - M. Duguet Joseph, 50 F - Un ouvrier de Rhône-Poulenc, 100 F - Ginou de Chatenay, 2 F - Caroline de Neuilly, 5 F - Un patron de café, 15 F - Alex et Alain, 10 F - Lambrayage, 3 F - Un retraité de Chatenay, 5 F - Bénédicte, 5 F - Guignebert, 10 F - Marie-José, 10 F - Didier, 2 F.

VALLOUREC

Un travailleur, 6 F - Un autre travailleur, 50 F - Un travailleur, 20 F - Un travailleur, 10 F - Alain, 200 F.

M. et Mme Descours du Crédit Lyonnais, 7 F - Mme Chassaing, 5 F.

RNUR

Desmaisons, 10 F - Olanier, 10 F - Cadin Patrick, 15 F - Michel, 3 F - Alain Gérard, 8 F - Roger, 5 F - Un ouvrier, 50 F - Quatre signatures, 5, 5, 5 et 10 F -.

Sailly, 1 F - Bernard, 3 F - Pat, 3 F - Michèle, 5 F - Ben, 7 F - Un élève de CET,1 F - Un soutien prospect, 1 F - Deux gars, 5 F - Révolution !, 5 F - Un travailleur, 6 F - La mère, 3 F - Un retraité, 5 F - Un socialiste, 10 F - Nicole Dequignaud, 5 F - Robert Deguignaud, 5 F - M.R., Mantes, 10 F - P.L., Paris-6, 50 F - Vente marché de Mantes, 4 F - M.B., Paris-6, 8 F - Une assistante sociale, Paris-17, 50 F - Brochard, 6 F - Lechalon, 4 F - Un locataire, 5 F - Anonyme, 3 F - Maugen, Suresnes, 100 F - Gégé, Renault, 8 F - André et Francine, 20 F - Korserulg, 10 F - Corfichon, 5 F - Fontaine, 3 F - Benois, 20 F - Motero, 3 F - Anonyme Enset, 5 F - Laurier, 11 F - Garcia, 2 F - Nicotra, Palaiseau, 10 F - Bouchara, Palaiseau, 50 F - M.L., Evreux, 10 F - Anonyme, 2 F.

BRETAGNE

Ouvrier de la SNIAS, Saint-Nazaire, 10 F - Isabelle et Fabrice, Saint-Nazaire, 10 F - Un copain, Saint-Nazaire, 30 F - Institutrice, 1 F - Institutrice, 1 F - Une sympathisante, 2 F - Carré, 2 F - Françoise, 2 F - Françoise,

2 F - Jolly Thierry, 1 F - Guilbaud, 1 F - Anonyme, 1 F - Jannin, La Boulletrie, 10 F - Anonyme, 3 F - Baque, 10 F - Ouvrier Batignolles, 20 F - Ouvrier Hubert Giboin, 20 F - Hans Hamel, 20 F - Copains, Toulouse, 20 F - Un autre ouvrier Hubert Giboin, 10 F - Une travailleuse sympa, 20 F - Anne-Marie, 10 F - Une employée dans la dèche, 5 F - Une sympathisante, 20 F - Un électricien, 10 F - Une employée de banque, Nantes, 10 F - Un tourneur, 5 F - Un routier, 10 F - Un chaudronnier, 10 F - Un électricien, Bouguennais, 10 F - Un ajusteur, 10 F - Un électricien, 10 F - Une ménagère, 5 F - Acheteur du canard, 1 F - Une infirmière de Rennes, 50 F - Deux sympathisants, 20 F - Dopen, Rennes, 30 F - Ide CHR Rennes, 100 F - Un travailleur de Lannion, 2 F - Mme Reignault, 10 F - Mme Le Gausse, 20 F - Durand, 10 F - Un couple sympathisant, 58 F.

REGION ROUENNAISE

Un ouvrier du Bâtiment, 5 F - Un étudiant TS, 5 F - Travailleur PTT, 10 F - Ballin, travailleur de Grand-Quevilly, 10 F - Un groupe d'employés et d'ouvriers de Deville-les-Rouen, 50 F - Un employé du CHU, 3 F - Anonyme, 1 F - Un employé de la CRAM, 10 F - Un vieux révolutionnaire, 1 F - V.I., insatisfaite, 1 F - Meeting Rouen, collecte, 157 F - Y.D., instituteur, Lisieux, 19 F - Anonyme, Lisieux, 10 F - Taxi parisien, 10 F.

ELBEUF

Anonyme, 3 F - Anonyme, 6 F - Durand, 10 F - Un ouvrier RNUR, 20 F - Une ouvrière de Carbon, 15 F - Dany, 5 F - Une ouvrière de RNUR, 2 F - Un camarade de la fac, 5 F.

LOUVIERS

Dupont, instituteur, 1,30 F - Un syndiqué CGT de chez Philips, 5 F - Un travailleur, 5 F - Une éducatrice, 5,50 F.

REGION EST

Thiebaut Simone, 10 F - Weis Hugo, 10 F - G.H., 5 F - Duchand Georges, 10 F - Legrand J.L., 20 F - Redonnet Christian, 5 F - Un garde champêtre, 3 F - Y. Courtot, 10 F - B. Breakman, 5 F - P. Barberot, 5 F - P. Desrumeaux, 5F - Wirtenburu, 10 F - Gaspard, 5 F - Cattin-Vidal, 5 F - Mula, 10 F - Bouletier, 5 F - Mougewot, 100 F - Poisson (SNCF)(15 F - Poisson (retraite), 5 F - Une éducatrice, 10 F - Etudiant immigré, 10 F - A et I A (Nancy), 100 F - Un lycéen, 5 F - Un menuisier, 20 F - Une acheteuse de LO, 25 F - Mougeot (OS), 5 F - Mougenot étudiante, 10 F - Forget (PCF), 1 F - Carbillet (P1), 10 F - Anonyme, 12 F - Muller, 5 F - Krakovinsky (OS), 45 F - A.C. (instituteur, 10 F - M.N. (travailleur immigré), 2 F - Un sympathisant, 10 F - R.F. (employé), 5 F - Lematre, 10 F - Hugo, 10 F - Vermus, 10 F - Un sympathisant, 10 F - Mlle Bernard (Champagnole), 3 F - M. Lefebvre (Sochaux), 3 F - Un ouvrier (Besançon), 3 F - Un jeune ouvrier (Sochaux), 3 F - Une étudiante (Besançon), 8 F - A.P., 2 F - Solange, 1 F - Henriette, 2 F - Maria Sera, 5 F - Monique, 2 F - Gérard, 2 F - Daniel, 1 F - Guy (Montrapan), 5 F - Une ménagère (Montrapan), 5 F - Patrick, 1,70 F - Manuel, 2 F - Joseph, 1,50 F - Jacky, 10 F - Ghislaine, 3,80 F - Martine, 5 F - Un sympathisant, 5,80 F - Une employée de banque, 10 F - Un éducateur (Besançon), 10 F - Un éducateur (Besançon), 10 F - Un éducateur (Besançon), 10 F - François, 20 F - Paul, 20 F - Duvernois (Peugeot), 5 F - Ménagère, 5 F - Victoire (Peugeot), 20 F - Un instituteur, 3 F - Une ouvrière (Motez), 10 F - Une étudiante, 7 F - Garcia, 50 F - Une ouvrière, 5 F - M. Carel, 10 F - Une ouvrière (horlogerie), 20 F - Deschamps (PTT), 2 F - Nappey Pierre (PTT), 2 F - Commerçant (Besançon), 5 F - Gasner (ouvrier à Besançon), 3 F - Un commerçant (Besançon), 2 F - Mme Gasner (Besançon), 3 F - Monnier (ouvrier), 10 F - Nappey (retraité Besançon), 10 F - Un fonctionnaire (Besançon), 2 F - Un fonctionnaire (Besançon), 2 F - Alain et Martine Legaut, 100 F - Un sympathisant de Vacqueyres (Vaucluse), 20 F - Etienne F, 30 F - Donzé, 5 F - Jean (Sochaux), 50 F - Collecte Peugeot, 323 F - Michel (OS), 2 F - Un syndicaliste CFDT, 20 F - Une employée de banque, 8 F - Un lycéen, 4 F - Anonyme, 3 F - Guinard, 20 F - Un élève du lycée technique de Belfort, 5 F - Un élève du lycée technique de Belfort, 5 F - Un employé de la bibliothèque municipale, 5 F - Un travailleur de l'IUT, 10 F - Marie-Paule Petitot (lycéenne), 2 F - M. Bonenfant, 10 F - Un maître auxiliaire, 1 F - M. Cl. Nieps, 20 F - Un fonctionnaire de Besançon, 14 F - Une sympathisante de Pontarlier, 3 F - Une retraitée de Pontarlier, 77 F - Un ouvrier de Kelton (Besançon), 10 F - Un ouvrier de Kelton, 10 F - Un ouvrier de Kelton, 10 F - Verdant (ouvrière Besançon), 10 F - Humbert (ouvrier Besançon, 10 F - Un ouvrier de Kelton, 5 F - Un ouvrier de Kelton, 5 F - Un ouvrier de Kelton, 10 F - Demangeot (Héricourt, 10 F - Une travailleuse de Méricourt, 5 F - Collecte Alsthom du 29/04, 114 F - Collecte meeting Belfort du 26/04, 40 F - Un militant ouvrier de Sochaux, 10 F - Bronson, ouvrier chez Peugeot (Sochaux, 5 F - Un électricien (Peugeot, 8 F - Un militant CGT (Peugeot), 2 F - Un pion de Pontarlier, 10 F - Un éducateur, Besançon, 10 F.

REGION DU CENTRE

VIERZON

Pivois Thierry, 5 F - Un enseignant, 20 F - Un élève de CET, 10 F - M. Legoux, 30 F - Un ouvrier d'UNELEC, 10 F - Un tourneur d'UNELEC, 10 F - Mme Chauvet, 30 F - Un tourneur d'UNELEC, 20 F - Un ancien de l'UNELEC, 6 F - Mine, 10 F - Anonyme, 10 F - Petit Annie, 10 F - Anonyme, 5 F - Anonyme, 5 F -Jacqueline, 10 F - Un bidasse, 5 F - Ginette, 10 F.

BOURGES

Anonyme, 20 F - Anonyme, 20 F - Quentin, 3 F - Chantal, 50 F - Anonyme, 10 F - Bernadette, 10 F - Anonyme, 16 F - Bernadette, 100 F - Bozel, 18 F - Un enseignant, 10 F - Nelly, 10 F - Martine, 15 F - Christiane, 15 F - Noëlle, 25 F - Elisabeth, 10 F - G., 73 F - Une aide-soignante, 50 F - Un employé PTT, 50 F - Un instituteur, une ménagère, 30 F.

TOURS

Bosseron, 17 F - Amboise, 40 F - Feuille perdue 3493, 200 F - Un sympathisant, 3 F - Un sympathisant, 5 F - Perisson, 5 F - Un postier, 3 F - Un sympathisant, 3 F - Une lycéenne, 2 F - Une sympathisante, 3 F - Un sympathisant, 3 F - Un représentant, Tours, 5 F - Un ménage, Tours, 5 F - Grenat, 20 F - Mabillat, 2,50 F - Faix, 2,50 F - Deux élèves du CET Martin-Nadaud, Tours, 52,50 F - Anonyme, 8 F - Anonyme, 2,50 F - Joyeux, 20 F - Colil, 20 F - Une étudiante, 10 F - Une élève infirmière, 20 F - Anonyme, 3 F - Un étudiant africain, 7 F.

ORLEANS

Une femme d'Orléans, 3,40 F - M. et Mme Cazaban, 3 F - Une femme de Blois, 3 F - M. Salaud, Blois, 3 F - Un maître auxiliaire, 20 F - M. Jouvin, 10 F - Un lycéen, 3 F - M. Laurent, 1 F - Un sympathisant, 8 F - Sally, CET, 3 F - Eloy, 2 F - Métayer, 2 F - Roger, 2 F - Jeanniot, 5 F - Rousseau, 5 F - Samiento, 3 F - Un sympathisant, 1,50 F - G.D., 100 F.

Amilcar, 10 F - Marcel, 20 F - C. Montaudor, professeur, 90 F.

MICHELIN

Un sympathisant de Michelin aux idées révolutionnaires, 50 F - Un travailleur de BFE, 10 F - Un travailleur de BFE, 5 F - Un travailleur de BFE, 2 F - Un syndiqué CGT de Vox, 5 F - Un travailleur de BFE, 5 F - Un travailleur de BFM, 10 F - Un travailleur de BDX, 30 F - Un travailleur du Y7, 5 F - Un travailleur de BFE, 10 F - Un travailleur de BDX, 10 F - Un travailleur de OA, 10 F - Un travailleur de BFE, 10 F - Un travailleur de UDT, 10 F - Une employée, 15 F - Une employée, 10 F -

TOTAL DE LA SOUSCRIPTION A CE JOUR : 155.691,25 F

" L'ÉCOLOGIE POLITIQUE " :

UN APOLITISME RÉACTIONNAIRE

LORS de la campagne électorale, René Dumont, candidat des écologistes, a dénoncé, à juste titre, la pollution généralisée et le gaspillage des richesses naturelles, mais il a aussi défendu des positions souvent ambiguës et parfois même franchement réactionnaires.

C'est ainsi qu'on a pu l'entendre préconiser la fixation du prix du litre d'essence à 5 F pour stopper l'asphyxie des villes par les automobiles ou encore parler de la suppression des allocations familiales au-delà du deuxième enfant afin de lutter contre une prétendue surpopulation. Toutes ces mesures auraient, c'est l'évidence, pour seul effet de rendre la vie un peu plus difficile aux pauvres, sans gêner aucunement les riches. Pourtant, le fait que des gens se disant de gauche ou d'extrême-gauche en arrivent à proposer des choses aussi réactionnaires n'a finalement rien de surprenant.

Tous les maux, réels pour la plupart, que dénoncent les écologistes sont un produit du système capitaliste. Mais Dumont et ses amis se refusent à employer ce terme qui n'a pour eux aucune signification, ils se refusent à raisonner en termes de classes, à faire la différence entre exploiteurs et exploités, entre riches et pauvres, entre les parasites qui ont la haute main sur cette société, — une poignée de bourgeois, de capitalistes, d'industriels et de banquiers — et les travailleurs. Cela les conduit en fait inévitablement, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en soient conscients ou pas, à se placer du côté des premiers contre les seconds. Car la société dans laquelle nous vivons n'est pas neutre : c'est une société d'exploitation, tout entière régie par la loi du profit. Et se contenter de dénoncer sa laideur, son caractère aberrant et irrationnel, dénoncer les maux dont elle souffre sans dénoncer leurs causes sociales, c'est se condamner soit à n'aligner que des lamentations stériles, soit à demander aux parasites qui la dirigent de bien vouloir remédier eux-mêmes aux maux dont ils sont les responsables. C'est bien en définitive à cela que se réduit, sur le fond, la campagne des écologistes.

DU CHAPITRE DES VŒUX PIEUX...

« Il faut arrêter le pillage du tiers monde en revalorisant et garantissant le cours de ses matières premières et produits fabriqués », proclament Dumont et ses partisans, dans le meilleur style des résolutions platoniques de l'ONU. Nous allons *« demander aux Français de chercher à établir une justice sociale permettant une qualité de vie qui ne soit plus basée sur l'accumulation de biens matériels, mais sur la recherche de relations humaines fraternelles »*, affirment-ils aussi. Mais pourquoi ne pas appeler un chat un chat « le pillage du tiers monde » exploitation impérialiste, « l'accumulation de bien matériels » production capitaliste ? Et de telles déclarations, ce sont Dassault et Michelin qui, dans cette société, ont intérêt à les faire ; pas la classe ouvrière, pas la population laborieuse, pour laquelle des relations humaines et fraternelles ne pourront exister que dans une société débarrassée définitivement des exploiteurs.

...A CELUI DES UTOPIES REACTIONNAIRES

Les écologistes ne s'en tiennent cependant pas à des vœux pieux, ils prétendent aussi aller au fond des choses et, sur ce terrain, ils reprennent bien souvent telles quelles les théories malthusiennes que l'on a vues réapparaître récemment dans les cercles capitalistes du type du MIT, du Club de Rome et autres. Deux leitmotiv reviennent sans cesse dans leurs thèses : l'épuisement des ressources naturelles et les dangers de la surpopulation, qui mènent tout droit l'humanité à la catastrophe.

Parler de surpopulation dans l'absolu, indépendamment du degré de développement de la société considérée, du niveau atteint par les forces productives, est un non-sens.

Aujourd'hui, les moyens techniques existent pour nourrir plusieurs milliards d'hommes, seule fait défaut l'organisation sociale qui serait régie selon les intérêts généraux de l'humanité, au lieu de l'être par la loi aveugle et brutale du profit, comme c'est le cas actuellement.

Elever le niveau de vie des deux tiers de l'humanité qui vivent dans la misère est d'ailleurs aussi la seule façon de freiner l'augmentation de la population. Mais certains — ce n'est pas le cas de Dumont — trouvent à la limite plus logique et réaliste de proposer la stérilisation des pauvres que l'expropriation des riches !

EPUISEMENT DES RESSOURCES NATURELLES OU DU CAPITALISME ?

Un autre cheval de bataille enfourché à qui mieux-mieux par tous nos techniciens des préoccupations apocalyptiques est celui de l'épuisement des ressources naturelles nécessaires à la production industrielle, qu'il s'agisse des métaux ou de l'énergie. Là aussi le responsable, le seul responsable, c'est le système capitaliste, un système qui ne souffre pas de surcroissance, comme on le prétend de toute part, mais au contraire organise la pénurie. Il suffit de rappeler l'exemple récent des grandes compagnies pétrolières faisant artificiellement monter les prix pour rentabiliser le passage à l'énergie nucléaire, non sans s'être également assuré à bas prix la mainmise sur les mines et gisements de charbon encore exploitables. Et il en est de même pour la plupart des produits industriels : les gisements existent, les moyens techniques également, la connaissance et l'emploi des uns et des autres progressent à grande vitesse... dans la mesure où les grands trusts qui contrôlent toute l'économie mondiale le trouvent rentable. C'est ainsi qu'une étude, publiée par une équipe de l'université britannique du Sussex pour répondre aux prédictions apocalyptiques des malhusiens, rappelle que, *« si un examen fait en 1944 avait été exact, les Américains auraient, aujourd'hui, épuisé leurs réserves existant dans environ 21 des 41 produits considérés »*, mais que l' *« on a trouvé plus de gisements en termes de tonnes aux Etats-Unis dans les années 1950 que pendant les 25 années précédentes »*.

La même étude met également en évidence tous les progrès techniques actuellement réalisés dans le domaine de la prospection géologique, sous-marine en particulier (au fond des océans d'énormes nodules métalliques ont été reconnus) et de l'extraction.

LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE

Les contradictions dans lesquelles s'enferrent les écologistes atteignent un niveau caricatural sur la question de l'énergie nucléaire et des dangers qu'elle fait, selon eux, peser sur l'avenir de l'humanité.

Que l'on ne puisse pas faire confiance au capitalisme pour prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires, pour tenir compte d'autre chose que de la rentabilité immédiate de leurs installations, c'est l'évidence, dans ce domaine comme dans tous les autres. Mais qu'avancent nos écologistes ? D'une part que la production d'électricité nucléaire renforcera encore la mainmise d'une poignée de grands trusts sur l'énergie et toute l'économie, et d'autre part que, pour cette raison, il est indispensable d'obtenir un arrêt de la mise en place de ces centrales, un « moratoire »... de la part de ces mêmes grands trusts qu'ils accusent de vouloir mettre en place une dictature renforcée, ce que les écologistes appellent le « techno-fascisme ».

Plus généralement, dans la mesure où ils refusent de se placer sur le terrain de la lutte pour une société socialiste, une société qui mettrait toutes les forces productives à la disposition, au service de la satisfaction des besoins de l'humanité tout entière, les écologistes sont amenés à rejeter toute technique un peu développée. Il faut, selon eux, bannir les grandes usines et construire à l'échelle de chaque village un barrage, une éolienne ou une centrale solaire que l'on pourra facilement autogérer !

« Vive la verdure, à bas le béton » ou à bas le capitalisme qui engendre ce monde inhumain ?
(Ph. Christian Weiss - Fotlobi)

UNE SEULE SOLUTION, LA REVOLUTION

Au-delà de toutes ces balivernes, il reste que nous, révolutionnaires socialistes, sommes les premiers convaincus que cette société court à la catastrophe, qu'il faut en finir avec le capitalisme et son cortège de famines, de crises économiques et de guerres. Et la guerre nucléaire est d'ailleurs une menace bien plus réelle et immédiate que toutes celles que peuvent représenter toutes les centrales nucléaires réunies, soit dit en passant.

Aux écologistes qui arguent de l'urgence de problèmes qu'ils s'imaginent être les premiers à découvrir et en profitent pour rejeter toute réflexion cohérente et se mettre à tourner en rond comme des insectes prisonniers sous une cloche de verre, nous, socialistes révolutionnaires, opposons la seule solution qui ait un sens : le renversement par le prolétariat de cette société pourrie et dépassée. Et si le but peut sembler éloigné, si nos moyens sont encore faibles par rapport à l'immensité de la tâche, ce n'est qu'une raison de plus pour s'y mettre tout de suite, sans perdre son temps à la recherche de solutions miracles qui n'existent pas, de recettes de cuisine inopérantes et illusoires, quand elles ne sont pas nuisibles.

Pierre VERNANT.

Envoyez-nous vos photos de la fête

Lecteur, sympathisant, ami de Lutte Ouvrière, toi qui est venu à la fête de L.O., tu n'as peut-être pas résisté au plaisir de prendre quelques bonnes photos.

Envoie-nous les épreuves sur papier de ton choix (plutôt que les négatifs). Nous sommes aussi intéressés par les diapositives, qu'elles soient en noir ou en couleur.

Bien entendu, nous retournerons tous les envois qui nous seront faits, après consultations et copie éventuelle.

Merci d'avance !

INDÉPENDANCE IMMÉDIATE POUR LA GUINÉE-BISSAU, LE MOZAMBIQUE ET L'ANGOLA

MALGRE les rodomontades de Soares s
d'admettre le droit de ses colonies à
dépendance ; malgré quelques initiativ
les rencontres de Dakar ou de Lusaka
nalistes de ces colonies, la dominatio

Les discussions entre les représentants
tion nationaliste qui dirige la lutte pour l'ind
marquent le pas. Le gouvernement dit démo
Soares et du « communiste » Cunhal s'accr
négociations ce qu'il n'est pas obligé de to
porter sur le terrain. C'est ainsi que les nég
tugais veulent à tout prix dissocier le cas
Bissau continentale, en invoquant l'absen
dans les premières. Quel aveu de ce que
Portugal libre et démocratique, n'envisage n
faire un droit élémentaire des peuples oppri
tugaise, mais parce qu'il y est contraint et

La situation est encore pire, et l'acce
aléatoire au Mozambique et surtout en Ang
d'une minorité d'origine européenne relati
en est cause. Bien que l'existence de centai
à quelques privilèges, souvent dérisoires d'
tentatives pour retarder l'accession de la m
même. Mais il y a également les machinatio
les grandes richesses minières de l'Angola e
que soit la décision finale de l'Etat portugai
autour des organisations nationalistes rivale
déjà, s'intensifient. Ainsi l'on a vu miracul
réclament l'indépendance séparée de certai
riches en ressources minières contrôlées
exemple l'enclave de Cabinda, région pétroli
La guerre que se livrent ces monopoles ou
sur les régions convoitées, quoi qu'il arrive,
Angola déchiré par des luttes pour le contrô
disloqué en petites entités, plus facile à ré
On sait ce que des rivalités de ce genre-là
voisin, on sait ce qu'avait coûté aux peuples
sion du Katanga ou, plus tard, du Biafra.

Les peuples des colonies portugaises,
niale, barbare, voient à peine poindre l'espo
que déjà l'impérialisme fait peser sur eux
barbares. L'émancipation de ces peuples re

LA LUTTE CONTRE LA DOMINATION PO

LA lutte d'émancipation nationale dans les colonies africaines du Portugal a débuté il y a une douzaine d'années sous la forme d'insurrection armée. Mais les premières résistances à la domination sont plus anciennes, puisqu'elles n'ont en fait jamais cessé depuis les débuts de l'occupation effective.

Si la présence portugaise remonte loin dans le passé, aux XV° et XVI° siècles, avec l'installation de comptoirs par les navigateurs le long des rivages, l'occupation date de la fin du XIX° siècle et même parfois au-delà.

La conquête ne se fit pas sans mal et sans résistance. Les Portugais durent organiser plusieurs expéditions pour vaincre les différentes tribus. Et, même ainsi, ils ne réussirent pas toujours à les écraser. Rien qu'en Guinée-Bissau, de 1878 à 1915, il n'y eut pas moins d'une vingtaine d'expéditions. Malgré cela, en 1915, les Portugais vivaient dans la capitale Bissau comme dans un camp retranché.

Il en fut de même, à peu de choses près, pour l'Angola et le Mozambique.

Avec la Deuxième Guerre mondiale, l'opposition à la présence portugaise va dépasser le stade de la résistance tribale. Les premières manifestations de rues, les premières grandes grèves économiques mais aussi politiques embrasent le pays.

Le premier soulèvement a lieu à Lourenço-Marquès, capitale du Mozambique, en 1948. Mais c'est surtout durant les années 50 que le prolétariat urbain manifeste sa présence sur la scène politique. Malgré l'interdiction du droit de grève, de nombreuses grèves ont lieu. Elles sont réprimées sauvagement : cinquante morts à Lourenço-Marquès lors d'une grève des dockers, en 1956, autant de morts chez les dockers de Pidgiguitti, en Guinée-Bissau cette fois, le 3 août 1959, dix mille morts et blessés en janvier 1961 parmi les grévistes angolais de la compagnie belge Cotonang qui réclamaient une augmentation des prix du coton. Dix-sept villages furent cette fois-là bombardés au napalm !

Parallèlement à ces premières luttes du prolétariat africain, se créent les premières organisations ouvertement nationalistes. Elles réclament plus de droits pour les Africains, plus d'autonomie, mais pas encore l'indépendance. L'échec de leur politique face à l'intransigeance et à la répression de Lisbonne — assassinats et emprisonnements de nombreux leaders — les conduit à radicaliser leur lutte jusqu'à la lutte armée.

Celle-ci débute le 4 février 1961 par l'attaque, en Angola, de la prison de Luanda où sont internés nombre de militants nationalistes et par l'ouverture d'un premier front dans le nord du pays. Les représailles sont sanglantes : le lendemain, trois mille personnes sont tuées à Luanda et plusieurs centaines, quelques jours plus tard, à la Baixa-de-Cassanga.

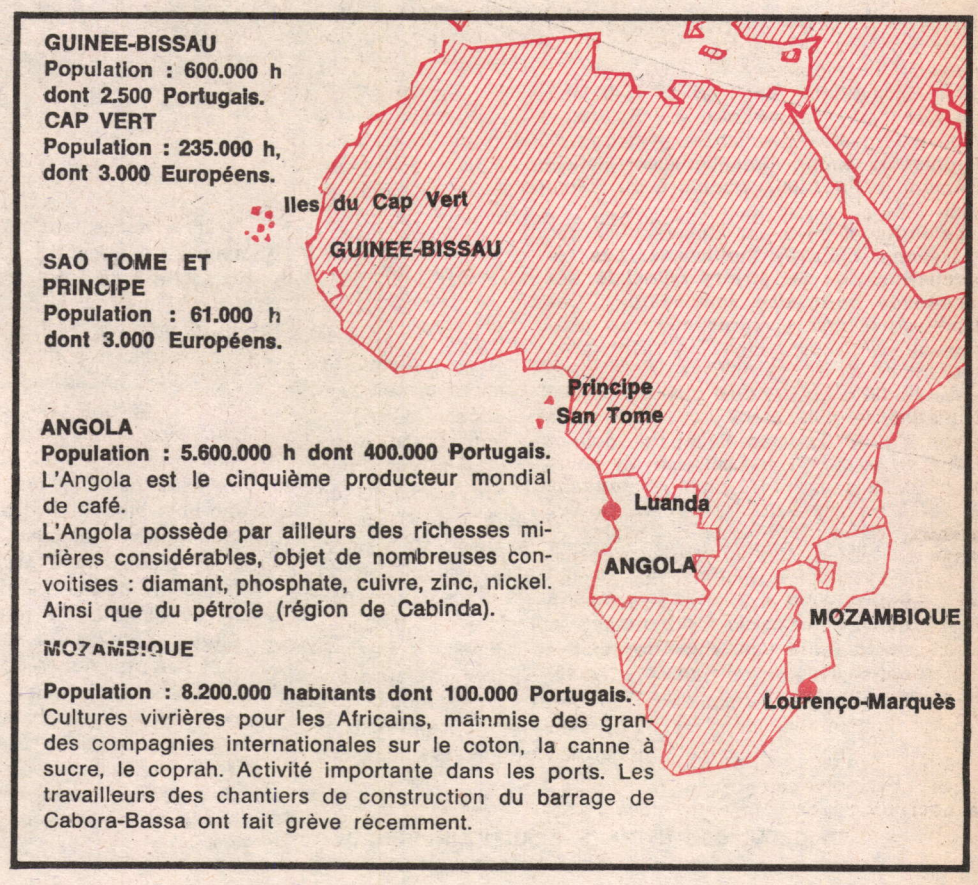
Après quelques escarmouches la même année, en Guinée-Bissau, le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert) lance les premières offensives armées en 1963 ; au Mozambique, le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) ouvre les premiers fronts dès 1964 dans diverses provinces : Cabo-Delgado, Niassa et Tête.

La réaction du régime Salazar, déterminé à conserver à tout prix ses colonies, est l'escalade de la répression selon une logique dont en d'autres lieux et au même instant un autre pays, pourtant bien plus puissant, puisqu'il s'agit des Etats-Unis au Vietnam, vérifie l'inanité : bombardements de populations civiles, napalm, bombes au phosphore, à fragmentation, assassinats, tortures, viols, déportations de populations, regroupements dans des « hameaux stratégiques », etc. Tout le cortège des horreurs des guerres coloniales.

Malgré cela et malgré un corps expéditionnaire de plus en plus nombreux — jusqu'à quatre-vingt mille en Angola et quarante mille en Guinée-Bissau, la répression ne fait que renforcer le camp des nationalistes.

En 1964, on estime à 20 % la part du territoire contrôlé par le PAIGC. Elle sera de 70 % en 1968 et presque de 100 % dès 1969. Seuls les grands centres urbains et quelques camps retranchés, reliés par la seule aviation, subsistent encore.

En Angola, un deuxième front, après celui du Nord, est ouvert en 1966 par le MPLA dans les provinces de Moxico et de Cuando-Cubango à l'est du pays, alors qu'un cinquième du territoire est déjà aux mains des nationalistes. L'armée portugaise reconnaît elle-même que neuf districts sur quinze participent à la lutte. Un troi-



UN COLONIALISME ARCHAIQUE

LES débuts de la colonisation portugaise en Afrique remontent au XV° siècle. En 1445, les îles du Cap Vert sont atteintes par des navigateurs portugais. En 1469, c'est l'actuelle Guinée-Bissau ; en 1471, Sao Tome et Principe ; en 1482, l'Angola et l'enclave de Cabinda. Enfin, en 1490, après avoir doublé le Cap de Bonne Espérance, Vasco de Gama crée le premier comptoir au Mozambique. Un commerce triangulaire (Portugal-Afrique-Brésil et retour) va commencer à partir de 1500, où la traite des Noirs, qu'on emmène travailler comme esclaves aux Amériques, est la principale source de bénéfices. Jusqu'au XIX° siècle, des millions de Noirs seront ainsi déportés. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui ne verront jamais les rives des Amériques, emportés par le scorbut ou les naufrages. L'Angola a payé un lourd tribut à l'esclavage : en quatre siècles, les Portugais y prélevèrent quatre millions d'habitants. De là vient le dépeuplement de ces régions du littoral africain.

Mais quand l'Angleterre et la France se lancèrent à l'assaut du monde pour se tailler à leur tour un empire colonial, le Portugal était déjà entré dans sa période de stagnation et de régression. Pour se protéger de ses concurrents européens et pour assurer sa mainmise sur les territoires acquis, le Portugal se figera au niveau du colonialisme le plus archaïque. Sa propre économie capitaliste étant restée à un degré de développement inférieur, ses colonies seront moins un champs d'investissements pour ses propres capitaux, largement insuffisants, qu'une réserve de pillage et de commerce colonial.

Ainsi, au Mozambique, il prend coton et sisal, les transforme en vêtements au Portugal et lui revend le tout. Autre exemple : dans les colonies portugaises, la main-d'œuvre est encore soumise au travail forcé. Selon le code du travail, datant de 1899, l'indigène se trouve dans l'obligation morale de travailler et, bien qu'il soit libre de faire le travail de son choix, s'il ne travaille pas, il sera obligatoirement réquisitionné. Cette mesure est applicable à environ 95 % de la population. En sont exemptés les rares fermiers possédant au moins cinquante têtes de bétail.

Mais ce colonialisme portugais, consistant en pillage et en récupération de matières premières diverses, se conjugue à une présence impérialiste authentique d'origine étrangère, qui rapporte au Portugal quelques bénéfices supplémentaires et qui explique que les grandes puissances impérialistes n'aient pas vu dans la la domination coloniale portugaise un obstacle à leur propre expansion : elles y ont trouvé leur compte.

Le Portugal loue, en quelque sorte, des concessions dans ses colonies à des compagnies étrangères. Ainsi la Diamang (Companhia dos Diamantes de Angola), compagnie financée par des capitaux américains, anglais et belges et pour 11 % seulement portugais, opère en Angola. Elle jouit d'exemptions fiscales, ne paie pas de droits d'importation sur l'équipement minier ni de droits d'exportation sur les diamants qu'on envoie surtout vers Londres. Opèrent de même de nombreuses compagnies étrangères, Fina et Gulf Oil pour le pétrole, Péchiney pour l'aluminium, Standard Oil pour le mica, etc. Les administrateurs portugais se trouvent dans la situation de propriétaires terriens dont les revenus des colonies se retirent plus de leurs titres de propriétés que de leurs propres investissements.

Après la Deuxième Guerre mondiale,

ur le désir du nouveau régime du Portugal
'autodétermination jusque et y compris l'in-
es diplomatiques spectaculaires, telles que
avec des dirigeants des organisations natio-
coloniale continue.
lu Portugal et ceux du PAIGC — organisa-
pendance nationale de la Guinée-Bissau —
ratique du général Spinola, du « socialiste »
oche pour tenter de sauvegarder dans les
te façon de lâcher par incapacité de l'em-
ciations capotent, car les négociateurs por-
es îles du Cap Vert de celui de la Guinée-
de tout mouvement de résistance armée
gouvernement, qui prétend représenter un
lement de décoloniser par volonté de satis-
s depuis des siècles par la bourgeoisie por-
rcé par la lutte armée !
sion rapide à l'indépendance encore plus
la. Et ce n'est pas seulement la présence
ement importante, surtout en Angola, qui
es de milliers de « petits blancs » accrochés
illeurs, laisse la porte ouverte à bien des
jorité africaine au droit de disposer d'elle-
ns des groupes impérialistes qui contrôlent
t qui veulent préserver leurs intérêts, quelle
à l'égard de ses colonies. Les manœuvres
s qui avaient commencé depuis longtemps
eusement apparaître des organisations qui
es parties de l'Angola, comme par hasard
ar des groupes impérialistes, comme par
ère dominée par le trust américain Gulf Oil.
qu'ils livrent pour maintenir leur mainmise
est lourde d'une menace grave : celle d'un
e du futur Etat indépendant, ou d'un Angola
uire à merci par les groupes impérialistes.
avaient coûté au Congo (aujourd'hui Zaïre)
concernés la longue guerre contre la séces-

longuement éprouvés par une guerre colo-
ir de l'indépendance à laquelle ils aspirent,
d'autres menaces, aussi sanglantes, aussi
ste encore à conquérir.

Georges KALDY.

ORTUGAISE

sième front s'ouvre au Nord-Est, le long de la frontière katangaise, puis un quatrième et un cinquième en 1969.

Au Mozambique, en 1968, le FRELIMO contrôle 20 % du territoire. En 1970, une offensive violente des forces portugaises, dont le but avoué était d'éliminer définitivement le FRELIMO, aboutit à un échec total.

Le Portugal paye par ailleurs cher ces opérations militaires inefficaces. Les répercussions de la guerre coloniale sur l'économie portugaise sont lourdes. Les dépenses militaires représentent en 1960 près de 30 % du budget de l'Etat, elles passent à 46 % en 1970 et à près de 60 % en 1972. Le Portugal connaît le taux d'inflation le plus élevé des pays européens à cette époque. Il est de 13 % à Porto et de 17 % à Lisbonne au cours de la seule année 1971 pour les produits de première nécessité. Quant au service militaire, de dix-huit mois à l'origine, il passe à trente-neuf mois et plus. Les déserteurs se comptent par dizaines de milliers. Enfin, on peut dire que l'écroulement du régime Caetano est en fin de compte la conséquence de la guerre coloniale.

Pendant ce temps, les organisations nationalistes implantent un véritable appareil d'Etat dans les zones sous leur contrô'e : comités de villages, magasins populaires, écoles, milices, armée régulière, etc. L'aboutissement en sera, en 1971, la décision de proclamer un nouvel Etat indépendant de la Guinée-Bissau.

Alain MARQUET.

on a vu la France et l'Angleterre modifier leurs relations avec leurs anciennes colonies, concédant l'indépendance politique aux peuples qui luttaient les armes à la main, substituant ailleurs, en s'appuyant sur des alliés locaux, un mode moins voyant de domination. La France et la Grande-Bretagne, puissances impérialistes, ont pu malgré l'abandon de la forme de domination coloniale directe, maintenir leur mainmise économique et politique sur leurs anciennes colonies : elles en avaient la puissance économique, politique et militaire. Et pourtant elles ont dû partager avec l'impérialisme américain ou lui céder la place, une fois que leur ancienne chasse gardée est devenue plus ouverte.

La bourgeoisie portugaise, rachitique, n'avait une petite chance de continuer à tirer des profits parasitaires, à l'ombre d'ailleurs des trusts des puissances impérialistes, dans ses colonies d'Afrique, qu'à la condition justement de perpétuer la forme de domination coloniale. Alors, elle s'est accrochée à ses colonies, au prix sanglant que l'on sait. Jusqu'à ce qu'elle soit chassée.

Jacques FONTENOY.

Lutte nationaliste bourgeoise ou lutte socialiste ?

Congrès du PAIGC après l'assassinat d'Amilcar Cabral. (Ph. Fotolib)

DANS le combat que mènent les peuples coloniaux pour leur indépendance, les révolutionnaires socialistes ne peuvent être neutres. Solidaires de leurs lutttes face à l'impérialisme, ils ne peuvent que souhaiter, sans la moindre réserve, leur victoire sur les troupes coloniales. C'est pourquoi dans le conflit qui oppose aujourd'hui les combattants du FRELIMO au Mozambique, du PAIGC en Guinée-Bissau et du MPLA en Angola aux troupes portugaises, nous sommes bien évidemment du côté des premiers. Mais cette solidarité, qui est pour nous plus qu'un devoir, ne doit pas pour autant nous faire oublier, ou plutôt méconnaître, la portée et le contenu des victoires emportées par les organisations nationalistes. Nous ne devons pas confondre, comme il est, hélas, de coutume dans l'extrême-gauche en France, le caractère violent, radical, armé, du combat avec sa nature sociale.

Pour nous, aucune des organisations qui dirigent le combat pour l'indépendance des colonies portugaises d'Afrique n'est, au moindre titre, socialiste. Titre d'ailleurs qui n'est même pas revendiqué par la plupart des leaders nationalistes. Au point que les organisations d'extrême-gauche françaises en sont conduites à leur prêter propos et idées afin de leur attribuer un qualificatif !

Un dirigeant comme Amilcar Cabral, considéré à juste titre, non seulement comme le maître à penser des dirigeants nationalistes, mais aussi comme un des plus radicaux, n'a pas caché dans toutes ses déclarations sa ferme opposition à la lutte des classes. Pour lui, ou les classes n'existent pas en Afrique, ou elles sont tellement embryonnaires qu'elles ne sauraient être un élément déterminant dans la lutte. La contradiction principale ne saurait passer entre les classes mais entre la population — dont il souhaite avant tout « *l'unité de toutes les ethnies, de toutes les couches sociales* », — et l'impérialisme étranger. Lors de la première conférence de la Tricontinentale, à La Havane, en 1966, Amilcar Cabral devait déclarer « *L'opinion courante selon laquelle la force motrice de l'histoire réside dans la lutte des classes devrait être nuancée et même redéfinie à la lumière des situations réelles africaines.* »

Et il précisait en quel sens : « *Il nous semble indispensable de voir se créer une avant-garde solidement unie et consciente de la vraie signification et de l'objectif de la lutte de libération nationale qu'elle doit diriger. Cette nécessité est d'autant plus pressante que l'on sait qu'à de rares exceptions près, la situation coloniale ne permet ni ne réclame l'existence significative de classes d'avant-garde (classe ouvrière consciente d'elle-même et prolétariat rural) qui pourraient assurer la vigilance des masses populaires sur l'évolution du mouvement de libération. Inversement le caractère généralement embryonnaire des classes laborieuses et la situation économique, sociale et culturelle de la force physique la plus importante de la lutte de libération nationale — les paysans — ne permettent pas aux deux forces principales de cette lutte de distinguer, par elles-mêmes, la véritable indépendance nationale de l'indépendance politique factice. Seule une avant-garde révolutionnaire, généralement une minorité active, peut avoir conscience, dès le début, de cette différence, et la porter, à travers la lutte, à la connaissance des masses populaires.* »

Ces conceptions, partagées par les mouvements nationalistes, justifient l'opposition de ces organisations à toute forme d'organisation indépendante des travailleurs. Elles constituent la justification théorique d'une politique qui consiste à enchaîner les travailleurs, les paysans pauvres derrière une « élite » afin qu'ils servent de simples fantassins dans la création d'un Etat bourgeois national.

Ces conceptions sont fausses. Les pays d'Afrique, pas plus qu'aucun autre pays du monde, ne constituent des havres isolés dans l'évolution mondiale, avec des lois économiques à part, à l'abri des luttes de classes.

Les anciennes classes sociales africaines subissent l'évolution que le capitalisme impose au monde entier. Les vieilles structures tribales explosent sous la poussée des forces économiques mises en branle par le marché mondial. Les couches traditionnelles se dissolvent pour mieux s'intégrer dans les deux classes fondamentales que connaît notre époque : la bourgeoisie d'une part, le prolétariat de l'autre.

Pendant que les exploitations minières, les plantations, les docks transforment en prolétaires une partie de la population ; pendant qu'une autre partie se prolétarise en émigrant vers les pays plus industrialisés — comme ces cent mille Mozambicains livrés aux mines d'Afrique du Sud par le Portugal — une petite minorité s'intègre à la bourgeoisie locale.

Cette évolution peut s'effectuer de façon différente selon les divers pays africains — moins rapide en Guinée-Bissau où n'existent que peu de ressources, accélérée en Angola, pays très riche, et au Mozambique, à partir de l'émigration vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie —, mais elle se fait dans tous les cas, et de façon irréversible. Et le prolétariat naissant s'est déjà engagé dans des luttes sociales. Il revient même au prolétariat l'honneur des premières luttes politiques contre la domination portugaise. Ce sont les dockers et les mineurs, aussi bien en Guinée qu'en Angola et au Mozambique, qui se sont organisés les premiers et ont engagé les premiers combats. Ils furent aussi les premières victimes, car la répression fut à chaque fois sanglante, l'armée portugaise n'hésitant pas à briser les grèves à la mitrailleuse et à la bombe ! C'est paradoxalement à la suite d'une grève particulièrement importante — celle de Pidgiguitti — qui était la preuve non seulement de l'existence mais de la combativité d'une classe ouvrière, et devant la répression qui s'ensuivit — cinquante morts et cent blessés — qu'Amilcar Cabral en tira la conclusion que le prolétariat ne pouvait être un élément révolutionnaire capable de renverser le joug colonial : « *le parti avait suivi une ligne erronée... le manque d'expérience nous faisait penser que nous pouvions lutter dans les villes par des grèves...* ». Et c'est alors d'une façon consciente que le PAIGC recruta ses militants parmi la petite-bourgeoisie urbaine et parmi la catégorie des paysans qui avaient rejoint les villes à une date récente et maintenaient de ce fait les liens ombilicaux avec la « brousse ». C'est donc bien consciemment que les organisations nationalistes ont tourné le dos à une classe ouvrière bien réelle, et même plus mobilisée à l'époque que la paysannerie.

Et cet abandon est d'autant plus grave que, quelle que soit la faiblesse du développement du prolétariat et de la bourgeoisie localement, elles n'en restent pas moins des classes qui existent à l'échelle du monde et qui, de surcroît, sont déterminantes pour l'avenir de l'humanité, et donc pour l'avenir des pays africains eux-mêmes.

Aucun pays africain ne restera à l'écart du monde, de ses lois économiques, de ses courants d'échanges, de ses mouvements de capitaux. Aucun pays africain ne peut donc se permettre d'ignorer que son avenir est lié à celui de toute l'humanité et donc à la victoire ou non du prolétariat mondial dans la lutte qui l'oppose à la bourgeoisie mondiale.

C'est pourquoi le refus des leaders nationalistes de se déterminer dans ce conflit de classes et d'y choisir leur camp revient dans le fond à se ranger aux côtés de la bourgeoisie. Ne peut être considéré comme socialiste le parti qui refuserait de prendre position et qui ne s'adresserait pas aux populations de son pays en ces termes : « *Notre sort dépend du sort de l'impérialisme. Nous n'échapperons à sa domination que s'il disparaît de la surface de la planète. C'est pourquoi nous ne pouvons nous permettre d'être neutres. Choisir notre camp, celui du prolétariat mondial, est pour nous une question vitale.* »

Ces organisations qui mènent le combat pour l'indépendance de leur pays méritent, à ce titre, notre soutien, sans qu'il soit nécessaire de leur attribuer une étiquette qui n'est pas la leur, et que, dans le fond, elles ne revendiquent même pas.

Et s'il est des organisations à qui l'on peut reprocher d'avoir abandonné le marxisme, ce ne peut être aux organisations petites-bourgeoises nationalistes qui se battent ouvertement au nom d'idéaux démocratiques bourgeois, mais bien aux organisations révolutionnaires françaises qui, pour les soutenir, se sentent obligées de leur attribuer un label révolutionnaire.

A.M.

NOS SALAIRES

le compte n'y est pas !

● *CATERPILLAR (Grenoble)*

C'est à partir du 1er juin que nous allons être augmentés : 4,5 % pour les OS, 3,5 % pour les OP1, 3 % pour les autres. La direction nous présente cela comme un cadeau royal et elle prétend que c'est supérieur à la hausse des prix.

Elle choisit vraiment mal son moment pour nous raconter cela car c'est juste ce mois-ci que la cantine doit augmenter de 7 %. Et nos directeurs ne doivent pas souvent faire leur marché pour ne pas constater la valse des étiquettes : les lentilles par exemple ont doublé, ainsi que l'huile et, pour tous les autres produits, les hausses ne sont pas de 3 ou 4 % mais de 10, 15, 20 % ou davantage.

Pourquoi nous, les travailleurs, ne pourrions-nous pas créer des comités qui constateraient toutes ces hausses de prix et exigeraient que chaque mois le salaire soit réajusté en conséquence ? Ce serait cela, une véritable échelle mobile des salaires. C'est cela qu'il nous faut et non 3 ou 4 % de temps en temps, laissés au bon vouloir de la direction.

un treizième mois pour tous

● *CHR (Lille)*

La semaine dernière, l'administration a tenté de se montrer généreuse en accordant des primes de service.

C'est une générosité qui ne lui a pas coûté beaucoup, car nombreux sont ceux d'entre nous qui n'ont pas touché grand-chose, voire qui n'ont rien touché du tout.

Tous ceux qui ont arrêté le travail pour cause de maladie ou même d'accident de travail, celles qui ont accouché, ou tout simplement ceux qui ont eu une mauvaise note, ont reçu une prime encore plus petite.

Quant au personnel auxiliaire, lui n'a droit à rien.

Il est absolument scandaleux que la direction puisse nous pénaliser, nous punir d'avoir été malade ou enceinte par exemple, comme si c'était une faute.

Mais il est tout aussi scandaleux que le montant de la prime dépende de la note, de cette note qui est attribuée à la tête du client. Car la direction, bien sûr, considère que la prime est une aumône dont il dépend d'elle et d'elle seule qu'elle soit attribuée à tel ou telle d'entre nous, avec pour seul critère le bon (ou le mauvais) vouloir des quelques messieurs qui dirigent le CHR.

Mais nous, nous n'acceptons pas ces critères. Nous n'acceptons pas de voir dépendre notre prime et une fin de mois un peu moins dificile que d'habitude de messieurs qui peuvent faire la pluie ou le beau temps dans notre budget.

Alors, le seul moyen d'avoir une prime qui ne soit pas une aumône, au montant aléatoire, c'est d'exiger un treizième mois.

USINE : DANGER

contre les accidents : sécurité et réduction du temps de travail

● *BERLIET (Vénissieux)*

Il y a un peu plus de deux semaines, à la Fonderie, neuf ouvriers ont été brûlés par une projection de métal en fusion. Quelques jours plus tard, au Noyautage, un travailleur s'est fait prendre la main dans un broyeur à sable : il ne pourra plus jamais se servir de sa main.

Ces deux accidents s'ajoutent à une liste déjà longue. La Fonderie, ce n'est plus un atelier de travail, c'est un enfer où on risque la mutilation ou la mort à chaque instant.

Et c'est bien la direction la seule responsable de ces accidents. Elle nous fait travailler toujours plus vite dans la chaleur, le bruit, la fumée et sur des machines où la qualité des pièces à sortir est plus importante que la sécurité des ouvriers qui travaillent dessus.

Avec la fatigue et l'énervement dues à toute une année de travail dans ces conditions, il est inévitable que des accidents surviennent. La direction, dans ses bureaux climatisés, se fiche que nous crevions au boulot, pourvu que ses profits sortent.

Mais nous, nous en avons assez ! Le seul moyen pour sortir tous entiers de cette usine, c'est d'imposer à la direction :

— la journée de six heures maximum à tous les postes pénibles ;

— la diminution des cadences et des charges de travail ;

— la mise en place de dispositifs de sécurité sur toutes les machines.

Cela, le patron ne le lâchera que si nous l'y obligeons par la lutte. Ce sera peut-être dur, mais c'est rien moins que notre vie qui est en jeu !

rien d'étonnant

● *IDEAL-STANDARD (Aulnay-sous-Bois)*

La semaine passée, un ouvrier s'est fait écraser et fracturer un doigt en manipulant des sections de chaudières à côté de l'Usinage. La reconnaissance des rebuts se fait dans des conditions lamentables. Souvent c'est seulement à deux ou trois personnes, dont un contremaître, que ces travailleurs sont obligés de remuer des centaines de sections par jour, sans matériel et dans un entassement de pièces indescriptible.

Cela fait le second accident du genre qui arrive depuis le début de l'année et il risque fort de s'en produire de plus graves encore. Voilà ce que nous devons subir : la pagaille, le surcroît de travail et le manque de moyens.

CONDITIONS DE TRAVAIL

et les autres ?

● *CHAUSSON (Asnières)*

Dans les bureaux, la direction fait installer l'air conditionné et elle insonorise.

Tant mieux pour nos camarades des bureaux : la direction a enfin reconnu qu'on a besoin de travailler dans de bonnes conditions.

Mais si, dans les bureaux, il faut de bonnes conditions, il en faut aussi dans les ateliers, à plus forte raison. Le travail y est plus pénible, les efforts physiques plus importants. Et ce n'est pas parce que nous sommes ouvriers que nous aimons baigner dans notre jus et dans le bruit. Pourquoi, pour les ouvriers, l'air climatisé serait-il un luxe ? C'est dans les ateliers que nous produisons toutes les richesses, pourquoi serions-nous les plus mal considérés ?

propreté = sécurité

● *PARVEX (Dijon)*

Il y a quelques semaines, un camarade a glissé sur le sol de la Fonderie, se faisant mal aux reins. Rien d'étonnant, vu l'état dans lequel se trouve la Fonderie : autour des presses à couler, des flaques d'huiles bien grasses, noirâtres. Pour tout remède la direction n'a trouvé que la sciure. Ce qui nous donne, pour une fuite d'huile sur le sol, une pelletée de sciure. A la fin de la semaine, à force de remettre sciure sur sciure, on constate qu'il y a un gros tas de sciure bien huileuse qui risque de nous faire glisser au moindre pas.

Dans bien d'autres endroits de l'usine la situation est semblable : en fabrication mécanique, atelier A, vers les tours n° 151 et 159, derrière les bacs à huile soluble où les fuites sont nombreuses.

Dans ce même atelier, au beau milieu sur un pylône central, on peut voir une affiche posée par la direction avec, pour toute inscription, « propreté et sécurité est l'affaire de tous ».

Alors nous sommes bien obligés de nous poser cette seule et unique question : qu'attend la direction pour entreprendre un nettoyage de tous les sols de l'usine ?

« Briochin » décape la crasse et la peau

● *TRAMAC DERRUPPE (Bordeaux)*

Pour nous laver les mains, la direction nous procure un savon en pâte.

L'utilisation répétée de celui-ci nous brûle la peau et de nombreux camarades se retrouvent avec les mains esquintées. L'hiver, c'est des gerçures qui ne guérissent pas ; l'été, c'est des brûlures et des crevasses.

Bien sûr, nous avons besoin d'un savon capable de décaper la saleté, mais nous nous passerions d'un produit qui décape la peau.

Ces produits existent. Il suffit pour la direction de se soucier un peu du problème et nous sommes certains qu'elle trouvera un savon remplissant la fonction que nous lui demandons.

PAS DE SEGRÉGATION A L'ÉGARD DES INTÉRIMAIRES

une mesure inadmissible

● *POLYMECANIQUE (Pantin)*

La note de service concernant les intérimaires et la cantine a révolté à juste titre bon nombre de travailleurs, qu'ils soient officiellement de la Polymécanique ou qu'ils y travaillent en engraissant un deuxième patron sur leur dos.

Il est impensable que l'on puisse faire payer deux fois plus cher le repas à des ouvriers qui gagnent entre 3 et 4 F de moins de l'heure que ceux de la Poly.

Il est déjà inadmissible que, travaillant pour les mêmes profits, dans la même usine, nous n'ayons pas le même statut. Et nous l'avons déjà dit et répété : tous les intérimaires doivent pouvoir être embauchés par la Polymécanique.

Mais, avec cette dernière mesure, la coupe est pleine. La Polymécanique profite autant du travail des intérimaires que de celui des ouvriers qu'elle embauche directement. Il n'y a pas de raison qu'elle ne paye pas la même somme pour eux, pour la cantine !

QUI PAIERA LA CRISE ?

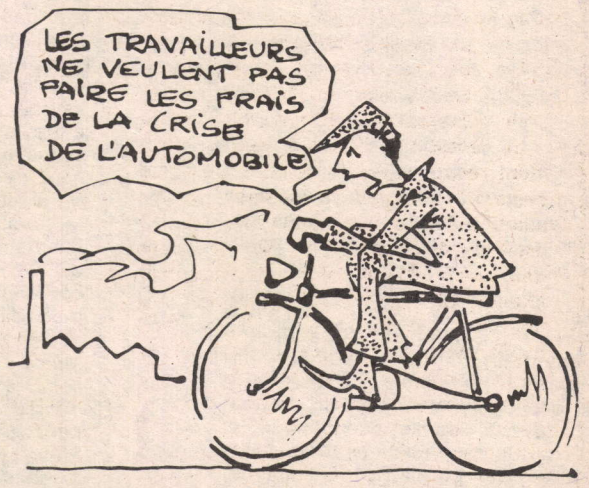
ne pas faire les frais !

● *RENAULT-BILLANCOURT (Ile Seguin)*

La R6 se vend mal, paraît-il, et de ce fait la production diminuerait après les vacances. C'est du moins ce que se sont entendu dire dernièrement les délégués du personnel du département 74.

Vrais ou faux, ces bruits, ces déc'arations visent sans doute à susciter un climat d'inquiétude, à nous faire croire que revendiquer n'est pas d'actualité.

Giscard donne d'ailleurs le ton en commençant à parler d'austérité. Eh bien non, nos revendications ne doivent pas dépendre de la bonne ou mauvaise vente de tel ou tel modèle.



D'ailleurs, quand tout se vend, on nous dit aussi qu'il ne faut pas revendiquer, car cela mettrait l'entreprise en difficulté face aux concurrents. Alors, quand faut-il revendiquer nos droits ?

Ce n'est pas nous, travailleurs, qui avons décidé de fabriquer tel modèle plutôt que tel autre. Nous ne sommes pas responsables de l'organisation anarchique de la production. Ce n'est pas à nous d'en faire les frais.

Et, si la production devait diminuer, ce qui est loin d'être une certitude, nous devrions exiger qu'il n'y ait aucun licenciement, mais une répartition du travail entre tous, avec l'instauration d'une échelle mobile des heures de travail et le maintien intégral des salaires.

Tachon (Bordeaux)

TROIS SEMAINES D'OCCUPATION

QUAND cet article paraîtra, les travailleurs de Tachon en seront à leur quatrième semaine d'occupation. Le début de la semaine dernière fut marquée par l'organisation du gala de solidarité qui eut lieu le mercredi soir devant l'usine.

Manifestation dans les rues de Bordeaux

Mardi, une manifestation fut organisée par l'UD-CGT avec la CFDT et la FEN, en solidarité avec les grévistes de Tachon, à laquelle participèrent les foyers de jeunes travailleurs en lutte et les travailleurs de la « Signalisation du Sud-Ouest » dont l'entreprise menace de fermer. Des délégations d'autres entreprises étaient présentes.

Et c'est plus de cinq cents personnes qui défilèrent. Le slogan le plus repris fut : **« les patrons licencient, licencions les patrons ! ».**

A la fin de la manifestation une entrevue avec le préfet eut lieu. Sans résultat !

Une entrevue eut lieu aussi avec la direction et l'inspecteur du Travail. Les patrons n'acceptèrent qu'une chose : revenir sur les licenciements des handicapés physiques et des femmes enceintes en congés maternité.

Cette journée de mardi fut clôturée par l'annonce de l'occupation de l'usine « la Signalisation du Sud-Ouest ». Deux usines occupées à Bordeaux, voilà qui donnait le moral aux grévistes.

Le lendemain un huissier vint relever le nom de ceux qui occupaient. Alors qu'il avait été décidé de ne pas laisser rentrer l'huissier, de ne lui donner aucun nom, certains délégués vont accepter de le laisser pénétrer dans l'usine.

Il put donc prendre le nom de plusieurs camarades en plus des noms des quatre délégués qu'il avait déjà... Et nous fûmes treize convoqués pour le jeudi au tribunal.

Treize grévistes devant le juge

Jeudi donc, treize travailleurs étaient convoqués au tribunal. A 2 heures, avant de partir, une assemblée générale eut lieu où il fut décidé qu'une trentaine de grévistes accompagneraient leurs camarades.

La direction elle aussi était là. Elle avait rassemblé tout son monde. Tous les contremaîtres, chacun avec sa petite cour. Si ces gens-là croyaient impressionner les grévistes, il n'en fut rien, bien au contraire. De notre côté, le moral était excellent et c'est les non-grévistes qui baissaient la tête.

L'avocat de la direction récita les éternels litanies sur l'atteinte à la propriété privée et ne recula devant aucune stupidité. Par exemple, il paraîtrait que les grévistes touchent 30 F par jour pour faire grève !

Le jugement

Vendredi après-midi, le jugement fut connu. Tout d'abord, nous eûmes droit aux fausses nouvelles. En particulier, un responsable de l'union départementale CGT annonça que tout occupant serait condamné à 500 F d'amende par jour d'occupation ! Evidemment, cela sema immédiatement la panique.

Puis, en lisant attentivement le jugement, nous nous sommes rendu compte qu'en fait, c'était là ce que demandait l'avocat du patron.

Le jugement, lui, était beaucoup plus timoré. Les treize camarades qui avaient été assignés devant le tribunal étaient condamnés à dater du jour où ils prendraient connaissance du jugement à 50 F d'amende par jour d'occupation si leur présence était de nouveau constatée dans l'usine occupée. Le jugement était précédé « d'attendus » montrant que le juge n'avait pas l'intention d'aller trop loin contre les grévistes.

De plus, un expert serait nommé qui devrait rendre un rapport au plus tard dans deux mois et, en attendant, nous devrions tous reprendre le travail, les cent neuf licenciements étant suspendus.

Quand la CGT souhaite la reprise...

Après avoir semé l'affolement, les responsables CGT passèrent à l'enthousiasme. C'était une grande victoire ! Nous avions quasiment gagné. Lundi, doivent avoir lieu des négociations. La CGT voudrait y aller avec quatorze « propositions » dont deux principales. Premièrement, l'application du référé, c'est-à-dire évacuation des lieux, reprises du travail pour tous, en attendant l'expertise ; deuxièmement la garantie de l'emploi.

Ces deux points sont évidemment contradictoires ; demander l'application du référé, c'est accepter de cesser l'occupation contre de vagues promesses. Pour les grévistes, il ne peut y avoir qu'une seule garantie de l'emploi, c'est la signature d'un accord réglant l'ensemble des licenciements soit par une réembauche ferme soit par des reclassements sans pertes de salaires.

Aujourd'hui, l'objectif de la CGT est clair : faire reprendre sur la base de vagues promesses ne garantissant nullement l'avenir.

Beaucoup ne l'entendent pas de cette oreille et sont conscients que nous n'avons qu'une seule arme, continuer l'occupation de l'usine tant qu'un seul d'entre nous sera sans travail.

Les journées de lundi et mardi risquent d'être décisives.

Correspondant L.O.

Usinor-Dunkerque :

La direction lockoute les travailleurs qui ne veulent pas risquer leur peau

Depuis l'accident du 2 juin, où les incroyables conditions dans lesquelles ils doivent travailler ont causé la mort de l'un d'entre eux, les travailleurs des quatre hauts fourneaux d'Usinor-Dunkerque ont arrêté le travail. Ils réclament la mise au point d'un système permettant le changement des tuyères sans danger, l'embauche du nombre de travailleurs suffisant et leur formation, la réduction des horaires, car la fatigue accroît les risques d'accident. Ils ne se considèrent pas comme en grève, mais comme mis dans l'impossibilité de travailler du fait des conditions d'insécurité qui règnent.

La direction d'Usinor est entièrement responsable de la mort de notre camarade, qui est un véritable assassinat. Elle n'a tout de même pas le droit de faire travailler des ouvriers dans des conditions où ils risquent, chaque jour, de mourir brûlés vifs ! Et pourtant, loin de reculer, elle a décidé de faire à cette occasion une épreuve de force. Le 7 juin, elle plaçait des charges d'arrêt dans les hauts fourneaux, permettant la mise au ralenti sans extinction. Les hauts fourneaux étaient ainsi lockoutés, suivis le lendemain par les aciéristes, privés de la production de fonte. Finalement, c'est 5.000 travailleurs environ qui sont maintenant lockoutés.

De lockouts partiels en plaintes devant les tribunaux, la direction d'Usinor, par cette politique de force, montre depuis plusieurs mois qu'elle veut « mater Usinor-Dunkerque ». Cette politique est facilitée par l'attitude des syndicats, qui se contentent de laisser venir les événements, et qui n'ont rien fait pour empêcher le lockout, par exemple en appelant le reste d'Usinor à se mettre en grève en solidarité avec les Hauts Fourneaux.

Au cours des négociations qui ont lieu, la direction parle de quelques concessions sur la sécurité, et d'une indemnisation très partielle des jours de lockout. Les assassins de notre camarade, les responsables de la mise sur le pavé de 2.000 travailleurs osent parler d'indemnisation partielle ! Les travailleurs d'Usinor ne sont pas prêts à accepter les diktats de cette direction d'assassins.

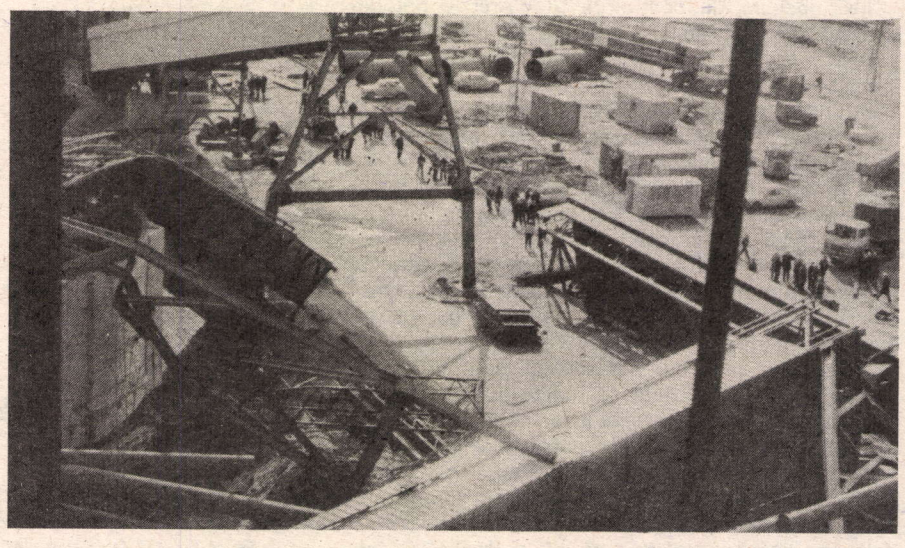
Correspondant L.O.

L'ACCIDENT

L'accident mortel qui a provoqué l'arrêt de travail des ouvriers des hauts fourneaux d'Usinor-Dunkerque qui dure depuis le 2 juin, est le soixante-douzième depuis 1962.

C'est un jeune fondeur, J.-C. Delalleau, 27 ans, père de 4 enfants, qui est cette fois la victime. Les cinq camarades qui travaillaient avec lui ont tous été brûlés à des degrés divers, le contremaître très grièvement au visage.

Ils effectuaient une opération d'entretien : le changement d'une tuyère, conduit qui alimente le haut-fourneau. C'est-à-dire que lorsque la tuyère usagée est déposée, les travailleurs se trouvent à quelques dizaines de centimètres à peine du coke incandescent, sans que plus rien les en sépare. Pour pouvoir nettoyer la partie solidaire du fourneau, les fondeurs bouchent l'orifice, qu'ils nomment le « trou de la mort » avec de l'argile réfractaire. Il s'agit alors de décalaminer en se mettant devant le « trou de la mort », en y introduisant le bras et si nécessaire la tête. Il faut enfin placer la nouvelle tuyère, tube métallique de plus de 150 kilos, à la main car, ni pour la pose ni pour le démontage, la direction n'a jugé bon de fournir un moyen de levage quelconque.



Le 2 juin, c'est un four qui explosait, ce jour-là c'était un bâtiment in construction qui s'écroulait. (Ph. L.O.)

Si à un moment quelconque de l'opération une explosion se produit dans le fourneau, c'est le drame. L'argile réfractaire saute. La poussée fait jaillir une flamme blanche de 1.800 degrés à plus de 15 mètres, et une avalanche de matière en fusion s'abat. C'est ce qui s'est produit au HF4 le 2 juin et c'est ce qui a tué J.-C. Delalleau.

La responsabilité de la direction est écrasante. Car c'est de l'assassinat pur et simple que de contraindre, dans le fourneau qu'on nous dit le plus moderne et le plus important d'Europe, les travailleurs à approcher, sans la moindre protection la matière à 1.500° en faisant la majeure partie du travail à la main. De plus, ce travail a été entrepris alors que depuis quatre jours des fuites d'eau étaient signalées augmentant les risques d'explosion !

Correspondant L.O.

Rhône-Progil (Pont-de-Claix)

Elections de délégués du personnel

Mercredi et jeudi 29 et 30 mai ont eu lieu les élections de délégués du personnel à Rhône-Profil Pont-de-Claix (Isère).

Depuis sa création en juillet 1973, le syndicat FO, animé par des camarades de notre tendance, se présentait à ce type d'élections pour la première fois. Cependant, il était déjà présent lors des élections au Comité d'établissement, il y a deux mois.

Voici les résultats en collège ouvrier :

Election	Inscrits	Votants	Blancs	Nuls	Exprimés	CGT	CFDT	FO
CE mars 1974 (6 sièges à pourvoir)	1.334	860	24	32	804	548	145	107
DP Mai 1974 (8 sièges à pourvoir)	1.352	916	24	28	864	527	203	130

Ce tableau montre une légère progression de FO, une progression plus nette de la CFDT, la CGT perdant des voix.

Si on compare les résultats de 1974 à ceux de 1973 en élection de délégués du personnel, on obtient le tableau suivant :

Election	Inscrits	Votants	Blancs	Nuls	Exprimés	CGT	CFDT	FO
DP mai 1973 (8 sièges à pourvoir)	1.267	819	46	33	740	534	198	—
DP mai 1974 (8 sièges à pourvoir)	1.352	916	24	28	864	527	203	130

Ce qui donne :
— CGT : cinq élus, perd un siège par rapport à 1973.
— CFDT : pas de changement.
— FO : obtient un siège.

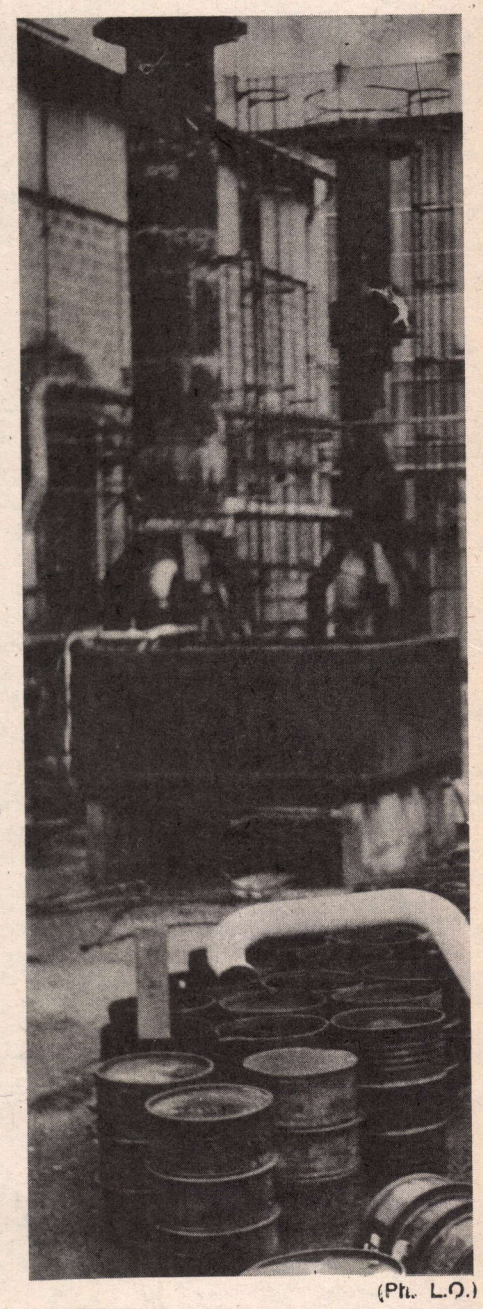
Dans le collège ouvrier, la CGT paie donc sa politique de mise à l'écart de militants révolutionnaires. Si l'an dernier quelques camarades ont quitté la CGT et créé le syndicat FO, c'est en effet à cause des mœurs bureaucratiques des staliniens qui, au mépris de toute démocratie syndicale, écartaient les militants de Lutte Ouvrière de toute responsabilité dans le syndicat et de toute possibilité de faire un réel travail syndical.

Dans le collège employés, les résultats sont les suivants :

Election	Inscrits	Votants	Blancs	Nuls	Exprim.	CGT	CFDT	FO	CGC	Candid.
DP mai 1973 (1 siège à pourvoir)	168	141	10	1	130	—	15	—	14	libre
CE mars 1974 (2 sièges à pourvoir)	171	140	8	4	128	31	33	64	—	101
DP mai 1974 (1 siège à pourvoir)	172	139	6	2	131	33	38	60	—	—

Le candidat FO est élu. Il est vrai qu'en tant que candidat libre en 1973, il avait obtenu beaucoup plus de voix. Mais il faut dire que l'élection de 1973 était exceptionnelle. Il n'y avait pas de candidat CGT, et pour cause : notre camarade était jusque-là le délégué élu CGT et la CGT refusait de le représenter, ce qui avait scandalisé la majorité des employés qui ont boycotté le premier tour des élections, pour l'élire au second comme candidat libre.

Correspondant L.O.



(Ph. L.O.)

Au centre de tri d'Arcueil :

L'envers de la mécanisation

Les postiers du centre de tri d'Arcueil ont débrayé toute la première semaine de juin pour réclamer une amélioration de leurs conditions de travail.

Pourtant, Arcueil est un centre que l'administration présente comme « modèle » : les lettres y sont triées automatiquement (il est prévu de faire trier par Arcueil un million de lettres par jour, soit un vingtième du trafic français, et cela avec un personnel réduit à deux cents personnes) ; les visiteurs de haute volée qui sont conviés par l'administration à venir faire trois petits tours tombent en extase devant la moquette et la musique douce qui est diffusée en permanence.

Mais, pour ceux qui y travaillent, cela ne constitue qu'un côté du décor, la réalité est moins rose.

Avant de passer dans les machines à trier qui ne savent pas lire l'écriture manuelle, les lettres doivent être codées ; c'est ce qu'on appelle l'indexation. Les lettres passent sur un écran, une opératrice lit l'adresse qu'elle tape en code, cela 2.300 fois par heure. Inutile de dire que les nerfs et la vue sont constamment sollicités. L'administration elle-même a été obligée d'accorder dix minutes de pause toutes les heures, mais pas plus, afin que « les indexatrices ne perdent pas leurs réflexes » ; on ne peut pas mieux dire que les indexatrices n'ont pas le temps de se détendre réellement en dix minutes...

Les conditions de travail de ceux qui chargent et déchargent les machines à trier sont également très éprouvantes. Chaque machine, pas insonorisée, produit un bruit infernal, tandis que la climatisation qui existe est réservée aux machines : l'été dernier, il a régné jusqu'à 30° dans les salles.

Arcueil, le centre modèle expérimental, est l'image de ce que seront les centres de tri dans quelques années. Jusqu'à présent, la mécanisation ne s'est traduite que par des mutations du personnel en surplus dans les centres où elle va être installée et par des conditions de travail aggravées pour ceux qui travaillent déjà sur machine.

AVEC LES NOUVELLES MACHINES ON SORT COMPLÈTEMENT TIMBRÉ.

Cette rentabilisation ne se fera pas aussi facilement que le voudrait l'administration, le mécontentement qui règne à Arcueil pourrait n'être qu'un début.

Correspondant L.O.

Caisse Régionale d'Assurances Maladies (Rouen)

Colère à la C.R.A.M.

A la CRAM de Rouen, la direction, pour mettre en service l'horaire modulé, a décidé d'installer des pointeuses à chaque étage. Cette décision a provoqué la colère des agents qui n'acceptaient pas que le temps perdu à attendre les ascenseurs pour rejoindre leur étage soit à leur compte.

Une pétition contre le pointage à l'étage recueillait plusieurs centaines de signatures et le vendredi 31 mai, à 8 heures, nous nous retrouvions à plus de deux cents dans le hall à l'appel de la CGT et de la CFDT pour manifester notre mécontentement. FO, d'accord avec la direction, refusait de soutenir notre action. Qu'importe ! Nous nous installons dans la salle du conseil ! Après que plusieurs directeurs eurent demandé de reprendre le travail, le grand directeur venait nous informer qu'il ne changerait pas sa décision puis quittait l'assemblée sous nos huées. Il revenait quelques minutes plus tard pour convoquer le CE et nous invitait à reprendre le travail.

Nous décidons tous ensemble d'aller à la séance du CE. L'ambiance était bonne, nous étions tous décidés à faire reculer le directeur. Finalement, ce dernier ne vint pas et annula la séance du CE pour la reporter à 14 heures. Séance qui, d'ailleurs, n'eut pas lieu, les délégués CGT et CFDT refusèrent de s'y rendre.

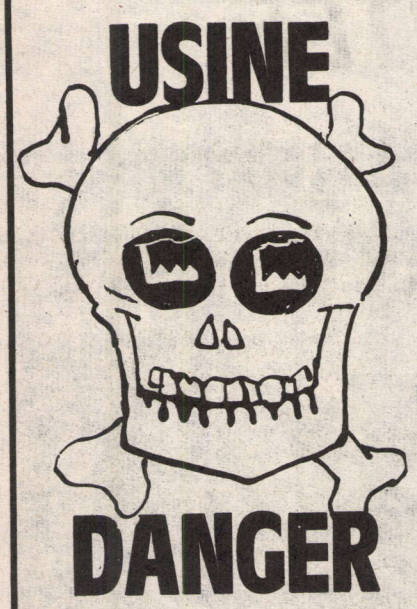
A l'unanimité, et tant que le patron ne nous a pas donné satisfaction, nous refusons de pointer à l'étage et rentrons dans nos services.

Finalement, le mercredi 5 juin, le patron annonçait au CE qu'il accordait huit minutes de battement pour rejoindre les étages, mais qu'il maintenait le pointage. Ainsi, dans les faits et grâce à notre action, il reconnaissait que le temps passé dans les ascenseurs était bien du temps de travail. Si ce n'était pas ce que voulaient les agents, c'est-à-dire pas de pointage aux étages, cette attitude de la direction fut interprétée comme un recul.

Correspondant L.O.

Non à l'arbitraire patronal

VALLOUREC (Aulnoye)



Parmi les usines du trust Vallourec, celle d'Aulnoye, près de Maubeuge, détient plusieurs records.

Le plus triste d'entre eux est celui des accidents de travail. On en dénombre, en moyenne, un par jour ouvrable. Ainsi, la moyenne mensuelle de 1973 est de 28 accidents ; au mois d'avril se sont produits 30 accidents, pour vingt-six jours ouvrables. Les causes en sont multiples : ce sont les câbles des ponts roulants qui, usés jusqu'à la limite, cèdent et libèrent au-dessous d'eux jusqu'à dix tonnes de tubes ; ou, pour les tourneurs, ce sont les paillettes de métal dans les yeux, ce sont les doigts sectionnés. Il se produit aussi des accidents de voitures à la sortie de l'entreprise, où rien n'est fait pour faciliter le départ des ouvriers.

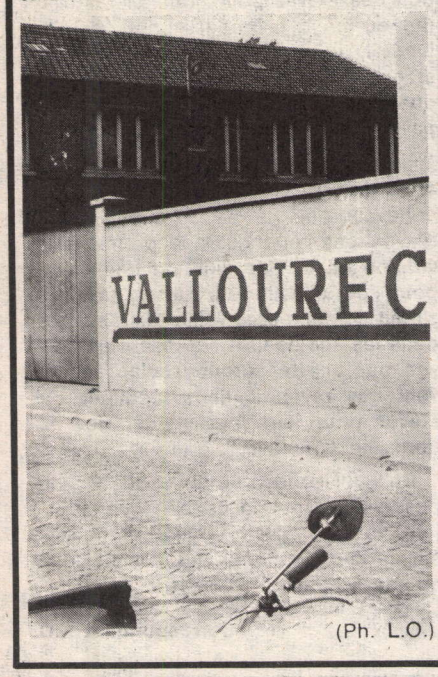
Parmi tous ces accidents, il en est de très graves. Le dernier de la sorte s'est produit en février dernier : un tube de quelque 30 cm de diamètre a dévalé comme une flèche sur un ouvrier, l'empalant sur un butoir ; il lui a arraché le côté.

Les accidents sont affichés sur un panneau à l'entrée de l'entreprise. Et quand il y a à la fin du mois moins d'accidents que pour le mois précédent, la direction a le front d'affirmer : « Vous voyez, c'est en baisse ! ». Pourtant, rares sont les années sans accident mortel.

Cette insécurité permanente s'explique par les conditions de travail particulièrement pénibles dans certains ateliers : bruit, mauvais éclairage, matériel ancien.

Et, en plus de risquer notre santé et notre vie, nous sommes parmi les moins payés du trust Vallourec : un P1 à Aulnoye, pour citer un exemple, gagne 300 F de moins qu'à Hautmont, où les payes ne sont pourtant pas en flèche.

Non seulement le patron joue avec notre vie, mais il rogne même sur nos salaires !

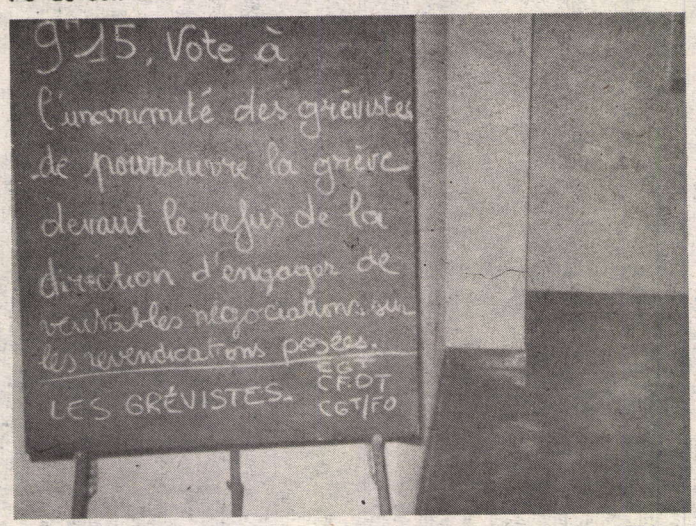


(Ph. L.O.)

Rhône-Progil

Un patron condamné

Le tribunal des Prud'hommes de Grenoble vient de condamner la société Progil à retirer les deux blâmes pour « fautes graves » infligés en octobre dernier à un délégué syndical CGT-FO de son usine de Pont-de-Claix (Isère). Ce tribunal a également condamné Progil à payer à ce délégué les onze jours de mise à pied qui accompagnaient ces sanctions.



Le patron paradait moins lors de la grève de février 1974 au siège. (Ph. LO)

Il est vrai que les motifs invoqués n'étaient visiblement que des prétextes — même aux yeux d'un tribunal — pour empêcher un militant de s'occuper trop, à son goût, de sécurité.

Pour être allé, en tant que délégué syndical et membre du CHS, à l'infirmerie prendre des nouvelles d'un travailleur qui venait de faire une chute de trois mètres de haut dans un atelier, la direction lui notifia par écrit un blâme pour faute grave, accompagné de quatre jours de mise à pied, car, d'après elle, ce déplacement n'était pas autorisé.

Quelques jours plus tard, pour avoir affiché dans les panneaux syndicaux deux pages d'une revue de sécurité dénonçant les propriétés cancérigènes de deux produits manipulés dans l'usine, la direction lui envoyait un nouveau blâme et sept jours de mise à pied supplémentaires.

Les réactions des travailleurs furent faibles, car les bureaucrates de la CGT et de la CFDT refusèrent toute action de protestation en commun avec FO. D'après eux, ce délégué s'était mis dans son tort, son cas était indéfendable, etc.

En condamnant Progil, le tribunal des Prud'hommes a affirmé exactement le contraire, ce qui met en évidence la mauvaise foi de ces bonzes syndicaux qui, comme la direction, ne voyaient sans doute pas d'un mauvais œil l'attaque d'un militant trop combatif à leurs yeux.

Correspondant L.O.

Moteurs Leroy-Somer (Angoulême)

Répression anti-syndicale à la fonderie de Rabion

La direction de Leroy-Somer ne rate pas une occasion pour faire l'éloge de la concertation entre syndicats et patron. Pourtant, il y a une ombre au tableau : « Autrefois, nous avions une section CFDT qui acceptait tout à fait la concertation ; mais, depuis quelque temps, les membres d'un mouvement gauchiste ont noyauté cette section syndicale. (...) Il est très difficile, sinon impossible, de traiter avec eux » **(déclaration de Chavanes, P-DG de Leroy-Somer, au journal** l'Expansion).

Aussi la direction ne rate-t-elle pas une occasion pour entraver le travail syndical des délégués combatifs.

Ainsi, dernièrement, à la Fonderie de Rabion. Dans ce département particulièrement, la direction a mis en place le système des « équipes autonomes » (cf LO n° 281), qui revient en quelque sorte, moyennant quelques menus avantages plus illusoires que réels (pas de chef visible, etc.), à faire prendre en charge aux travailleurs eux-mêmes leur propre exploitation. Jusqu'à présent, il y a une équipe qui a donné de « bons » résultats dans ce sens. L'on a pu même y voir des ouvriers, pris au jeu, aller jusqu'à faire muter un de leurs camarades accusé de faire baisser la production !

Dernièrement, le patron appelait un délégué CFDT nouvellement élu pour lui faire part de prétendues plaintes à son encontre, venant de cette équipe : en allant discuter avec les travailleurs, il ferait baisser le rendement. D'après le patron, c'étaient les travailleurs eux-mêmes qui le disaient. Et, dans son numéro d'intimidation, le patron va même jusqu'à dire à notre camarade que, s'il avait une plainte écrite, il le licencierait. Et le miracle se produisit ! Ne voilà-t-il pas que, quelques jours après, les travailleurs vont trouver le patron pour lui remettre une protestation dirigée contre le délégué, signée par la majorité de l'équipe (huit). Le hasard fait bien les choses, car, aux dires du patron, ce n'est pas lui qui a fait pression sur les travailleurs pour les faire signer (certains d'ailleurs ne savaient même pas trop de quoi il s'agissait). Et ce n'est peut-être pas le patron qui a fait défiler ces travailleurs un par un dans son bureau ? Et, dernière coïncidence, le texte de la protestation a été tapé par la secrétaire du patron.

En fait, toute l'affaire a été montée de bout en bout par le patron. Cela n'excuse pas, bien sûr, les ouvriers qui ont accepté de jouer un tel jeu, pris au piège de la démagogie et du paternalisme patronaux.

Voilà un dernier exemple de ce qui se cache derrière les belles déclarations d'un patron à « visage humain » : les paroles les plus mièvres, pour ceux qui acceptent de collaborer, et les coups de trique, pour ceux qui se préoccupent de défendre les intérêts de classe des travailleurs.

Correspondant L.O.

Fougères

80 travailleurs au siège des Prud'hommes contre le licenciement d'un militant syndical

Chez Barbier, petite entreprise de chaussures, on ne supporte pas l'activité syndicale. Barbier, P-DG de 80 ans, toujours fidèle au poste, n'entend pas, à son âge, changer son attitude envers l'organisation des ouvriers.

Il y a quelques mois, pour affirmer qu'il est seul maître dans son entreprise, il décida de licencier un militant CFDT, délégué du personnel, ceci au mépris de la loi. Mais, hélas pour lui, l'inspection du Travail, saisie, n'a pas donné son accord.

Qu'à cela ne tienne, Barbier, opiniâtre, a plus d'un tour dans son sac pour obtenir gain de cause et se débarrasser des militants gênants pour sa tranquillité. Il a donc décidé de porter le différend devant le conseil des Prud'hommes, où il savait pouvoir compter sur l'appui ou la neutralité du syndicat FO.

Mais s'il comptait obtenir à bon compte le licenciement qu'il voulait, c'était un faux calcul. Et quatre-vingts travailleurs fougerais, présents au siège des Prud'hommes le jour où le conseil devait siéger sur cette affaire, se sont chargés de lui rappeler qu'il faudrait compter avec eux.

A l'appel de la CFDT, de la CGT et de la FEN, c'est en effet à quatre-vingts que nous nous sommes rendus sur les lieux, mardi 4 juin, pour affirmer notre opposition résolue au licenciement de ce camarade. Dès le début, l'ambiance était chaude et notre volonté ressortait des propos échangés. Les quatre représentants du patronat furent pris à partie quand le président annonça la décision de reporter la séance, prétextant l'absence du secrétaire, prétexte d'autant plus scandaleux que la maladie du secrétaire n'a pas empêché le tribunal de siéger ces temps derniers, pour des affaires mineures. Un représentant de la CFDT dénonça cette hypocrisie et réaffirma les raisons de notre présence. Ce fut le tollé général quand le président voulut interrompre son intervention en disant que le conseil des Prud'hommes n'était pas un lieu de réunion syndicale.

Les patrons durent quitter la salle au milieu d'une haie de travailleurs. Les commentaires et les quolibets allaient bon train : « Il faudrait tous les pendre »... Jusqu'au représentant des Renseignements Généraux qui, peu fier de lui, dut affronter notre haie d'honneur. Barbier, présent en tant que « plaignant », vit son chapeau voler sous les risées des travailleurs et dut quitter les lieux protégé par quatre flics.

Bref, une manifestation bien réconfortante. Car si notre camarade risque encore le licenciement, les patrons présents faisaient bien triste mine. Devant notre détermination, ils avaient perdu leur arrogance et étaient dans leurs petits souliers.

En reportant le conseil en juillet, ils comptent sur notre démobilisation pendant les congés. Mais nous sommes bien décidés à leur prouver le contraire.

Correspondant L.O.

GESTELEC EN GRÈVE ILLIMITÉE

Depuis le 29 mai, les employés de Gestelec occupent les locaux de leur entreprise boulevard Saint-Denis, Paris-10e.

Gestelec est une entreprise qui traite à façon l'informatique, avec un patron de choc.

Les conditions de travail sont plus que scandaleuses, aucune mesure de sécurité n'est respectée.

Les salaires sont différents pour chaque employé. Le personnel payé à la semaine ne bénéficie ni du treizième mois ni de la prime de panier et les jours fériés ne sont pas payés aux horaires.

Et, à la moindre réclamation, le patron licencie ou ne renouvelle pas le contrat (20 % des employés sont sous contrat).

Les salaires n'ayant pas été réajustés depuis 1968, c'est ce qui déclenche la grève qui est suivie à 95 %.

Le 29 mai, le personnel dépose des revendications salariales et se met en grève pour :

— 20 % d'augmentation pour les salaires inférieurs à 1.300 F ;
— 15 % pour les salaires entre 1.300 et 1.500 F ;
— 12 % pour les salaires entre 1.500 et 2.000 F ;
— 6 % pour les salaires supérieurs à 2.010 F.

De plus, le personnel demande l'ouverture de négociations sur un accord d'entreprise (aucune convention collective), une grille de salaire, des élections de délégués du personnel au mois de septembre, la sécurité de l'emploi (projet de liquider un ordinateur).

Cinq heures plus tard, le patron négocie, mais le lendemain il revient sur ses propositions.

Devant les insultes du patron et les menaces de licenciement, la grève reprend, le personnel décide d'occuper les locaux.

Quelques jours plus tard, le patron, après avoir exercé des pressions individuelles sur les grévistes, décide de faire déménager les machines dans un autre local ; les déménageurs de la société Tailleur refusent de briser la grève et repartent sans les machines. Mais la nuit suivante, à une heure du matin, se présentent des déménageurs « à l'air louche » accompagnés de trois cars de flics. Les occupants ne veulent pas s'opposer aux flics et une trentaine de machines sont ainsi emportés avec l'accord de la société IBM.

Depuis le début de la grève les grévistes s'organisent.

(Ph. L.O.)

Le Comité de grève est créé ainsi que des commissions juridique, presse, financière et organisation de l'occupation.

Pour l'instant, le patron refuse tout indemnisation des jours de grève et, dans une réunion mercredi 13, il confirme la suppression de l'ordinateur si le travail ne reprend pas lundi, ce qui veut dire licenciement de dix-sept programmeurs pupitreurs analystes sans aucune indemnité de licenciement.

Mais les grévistes tiennent bon et pour eux il n'est pas question de céder.

Correspondant L.O.

Bendix Drancy

Lutte contre les licenciements

Depuis des mois, la direction de Bendix rentabilise. Elle a fait des analyses de poste, épluchant le travail de chacun d'entre nous. Elle en est arrivée à prétendre que chaque employé ne produisait pas assez, que l'organisation du travail n'était pas assez rentable pour elle.

Déjà il y avait eu des licenciements à Bendix. En 1971, nous étions 3.270 travailleurs. Aujourdhui, nous ne sommes plus que 1.614.

Mais ce que voudrait la direction, c'est diminuer de moitié l'effectif et garder la même production, en doublant les cadences et en nous faisant travailler sur deux machines à la fois. Vendredi 7 juin, la direction annonçait au CE qu'elle licenciait 106 camarades. Mais cette fois-ci les travailleurs de Bendix ne sont pas décidés à se laisser jeter à la rue sans réagir.

Malgré les réticences de la CGT, lundi matin 650 travailleurs se sont réunis et ont décidé de débrayer deux heures chaque jour. L'assemblée adopta un cahier de revendications :

— arrêt immédiat des licenciements ;
— retour aux quarante heures ;
— la cinquième semaine de congé.

Nous l'avons porté à la direction en lui faisant entendre notre mécontentement. Mardi, nous avons défilé dans les ateliers en discutant avec nos camarades. Mercredi, la CGT a organisé une manifestation dans Drancy, où nous étions 300 à crier notre refus des licenciements, soutenus par des délégations de 150 camarades de Rateau et d'autres entreprises de Drancy. Vendredi, la direction a dû recevoir une délégation de travailleurs, devant laquelle elle n'a fait que justifier les licenciements.

Au fil des jours, le nombre de grévistes s'est amenuisé, parce que beaucoup d'entre nous ne croyaient pas possible de faire reculer la direction en débrayant deux heures par jour comme le préconise le syndicat. Cependant certains d'entre nous savent bien que seule la grève illimitée pourrait empêcher la direction de licencier nos camarades et lui imposerait de ne pas rentabiliser son entreprise sur notre dos.

Correspondant L.O.

Assemblée des grévistes. (Ph. L.O.)

La journée des élèves-infirmières à la cartoucherie de Vincennes

Samedi 15, la journée nationale des élèves-infirmières a réuni environ cinq cents personnes de nombreuses écoles, dont la plupart avait fait grève ces dernières semaines.

C'est dans une ambiance sympathique que se sont succédé les différents forums. Des élèves insistèrent sur la nécessité de dénoncer devant toute la population non seulement leur situation propre, mais aussi le scandale de la santé dans son ensemble. Les discussions ont aussi porté sur l'utilisation des élèves pour boucher les trous dus au manque de personnel, car c'est lundi 17 juin que débutent les premiers stages à temps complet, pendant lesquels les élèves remplacent, sans être payées, le personnel manquant.

Lutte Ouvrière, Révolution ! et le FCR ainsi que la CFDT avaient un stand à cette journée. La CGT, quant à elle, n'avait pas répondu à la première invitation de la Coordination des élèves pour l'organisation de cette journée et s'était contentée, la veille, de distribuer dans les écoles un tract disant aux élèves que... **« des groupuscules se servent des revendications légitimes des élèves pour leur faire mener des actions, en définitive, stériles ».**

De quoi sourire au sujet des « groupuscules »... quand on sait que, le 1er juin, la CGT avait tenté une journée sur le plan national qui n'avait réuni qu'une vingtaine d'élèves...

Correspondant L.O.

FEUILLETON

ernst glaeser

le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

(Ph. Viollet)

Ernst Glaeser, né en Allemagne en 1902, acquiert en 1928 la célébrité avec son roman Classe 22. **Toute une génération d'adolescents grandie pendant la guerre de 1914 y retrouve son désarroi.**

Puis, parait La Paix, **récit de la révolution allemande où les sympathies du héros vont aux spartakistes. Saisissante peinture de la façon dont les sociaux-démocrates voulaient « faire la révolution », dans « l'ordre » et sans les ouvriers, ce roman l'est aussi de la répression qui s'abattit et du découragement qui s'ensuivit.**

C'est juste avant la prise du pouvoir par Hitler que parait Le dernier civil. **Ce roman, le dernier de la trilogie, est le tableau de la vie d'un petit village allemand, Siebenwasser, aux prises avec la montée du nazisme. Il relate comment, sur la base d'une crise sociale et économique de plus en plus profonde, la démagogie fasciste gagne du terrain, comme une gangrène, et de quoi elle est faite : d'anticommunisme et d'antisémitisme essentiellement. Il relate les premiers pas de l'organisation fasciste paramilitaire locale ; et la panique et la colère de la petite-bourgeoisie lorsqu'elle découvre soudain qu'elle est ruinée par l'inflation et les faillites en chaine.**

RESUME

Jean-Gaspard Bäuerle, après avoir passé quarante-cinq ans aux USA et y avoir fait fortune, fait route pour l'Allemagne, accompagné de sa fille Irène.

Son père, ouvrier menuisier à Siebenwasser en Würtemberg, avait dû émigrer à cause de sa haine de la Prusse et du despotisme impérial. Jean-Gaspard est heureux à l'idée de retrouver l'Allemagne de ses rêves, devenue pour lui, depuis 1918, un pays démocratique. Mais, dans l'Allemagne qu'il retrouve, l'ambiance est en train de changer. On est en 1927.

(4)

Au bout de trois jours, Bäuerle avait trouvé du travail aux laminoirs. Cinq dollars la semaine ; cela suffisait pour la chambre et quelques repas. Il avait dix-huit ans. Les ouvriers n'aimaient pas le gosse : il ne fréquentait pas leurs bistros, ne fumait pas, ne mangeait pas. Sa journée finie, il s'asseyait dans son réduit et lisait. Deux fois la veuve Dorpfield avait essayé de l'inviter au thé dans la cuisine, mais il restait assis dans son trou, étudiant la physique thermique. Son travail dans l'usine l'avait porté vers ces questions.

Deux mois après son entrée, Jean-Gaspard se fit annoncer chez son contremaître. C'était une grande brute d'Irlandais, que la direction appréciait beaucoup pour ses qualités d'entraîneur. Trois fois déjà, au cours de l'hiver dernier, on avait tiré des coups de feu vers lui. Le contremaître répondait à ces petits incidents par une particulière brutalité à l'usine. Il ne se gênait pas pour frapper les ouvriers, et avec une pièce de fer. Il était toujours ivre, et lorsqu'on l'appelait à la direction, il se gargarisait tout d'abord avec de l'eau de craie.

Il aimait bien Jean-Gaspard. Il l'appelait « petit » et quand il était saoul, il disait toujours que Jean-Gaspard était comme son fils, mort de phtisie il y avait trois ans.

« Il faut que je fasse quelque chose de particulier », s'était dit Jean-Gaspard en entrant aux laminoirs. Quoique pauvre, il ne se sentait pas du tout solidaire de ses compagnons. Il frémissait à l'idée de prendre jour après jour, la vie durant, le chemin de l'usine et de finir dans l'alcool. Mais, s'il devenait patron, ce serait toujours la même désolation, le même vide, autour de lui. Vingt ou cinquante dollars par semaine, peu importait, la vie ne commençait qu'au moment où l'on n'avait plus besoin de compter les dollars.

Pour la première fois, Jean-Gaspard alla avec le contremaître au bistrot. Il but la bière et l'apéritif. Il étala les plans devant l'Irlandais. Il tenta de le persuader, il lui offrait cinquante pour cent. L'Irlandais se saoulait et branlait la tête. « Petit, dit-il, je ne veux pas de ton argent, et je ne comprends pas un poil de tout ce que tu m'expliques. Mais si un gars arrive à sortir de la boîte et à faire beaucoup de dollars, sans devenir un escroc, je parie trois whisky et je régale tout le monde ici pendant deux jours. »

« J'arriverai », avait dit Jean-Gaspard, et l'Irlandais se mit à rire et gueula : « Alors, ne nous oublie pas, nous autres créatures, petit savant ».

Ils se saoulèrent terriblement et à la fin le contremaître embrassa Jean-Gaspard. Ils allèrent encore chez les filles, qui habitaient dans la quatrième baraque, et là le contremaître eut une crise, et resta étendu sur le lit, bleu comme un obusier garde-côtes, et tirant la langue. Jean-Gaspard releva l'homme et l'emporta dans sa chambre. Le thé de miss Dorpfield aida à lui rendre ses esprits. Il passa la nuit chez Bäuerle et le lendemain matin, il amena Jean-Gaspard à la direction.

Deux jours plus tard, l'ouvrier auxiliaire Jean-Gaspard Bäuerle était nommé chef d'une section d'essais thermiques. Ils travaillèrent tout d'abord à la grande conduite d'amenée qui reliait la salle des machines et la halle I. Si l'essai réussissait, l'usine était prête à acheter son invention au jeune Bäuerle. Il s'agissait d'un procédé d'isolement thermique pour chaudières et tuyauteries, qui, prétendait Bäuerle, ramenait la perte habituelle de chaleur à un pourcentage tout à fait infime.

La section spéciale travailla quinze jours. Le premier essai dépassa toute espérance. L'usine acheta le brevet séance tenante. Jean-Gaspard quitta Princetown avec cinq cents dollars. Il alla vers le sud et se fit inscrire dans une école technique.

« C'était en 1890 », pensa Bäuerle. Il prit son verre et baissa le regard. Devant lui se levaient les

FEUILLETON

années qu'il avait vécues. Seul dans la dure solitude des villes américaines, dans des chambres froides et des gargotes puantes, seul dans les salles de cours et les laboratoires. Il avait travaillé loin de toute amitié, de tout amour, avec une seule pensée qui le tenaillait : l'argent.

Autour de lui la lutte pour le dollar faisait rage. Chaque jour, chaque minute, il voyait cet enfer de passions, de ruse, de calcul dévorer des villes entières et il lui semblait que tout sentiment humain étouffait sous l'haleine empestée de cette nouvelle frénésie. Quand nous serons riches, nous deviendrons bons, voilà la seule excuse que pouvaient trouver ces hommes, lorsqu'ils se retournaient, regardant le chemin parcouru, et le voyant jonché d'existences gâchées, de cœurs déchirés, de créatures lamentablement détruites. Jean-Gaspard avait vécu de ses cinq cents dollars, dans le quartier des pauvres, pendant un an. Il avait vingt ans et plus d'illusions sur les hommes.

M. Thompson avait ri tout d'abord, lorsque ce jeune homme mal fagoté, qui se prétendait ingénieur, était venu le trouver. Une folle idée aussi que de vouloir faire de la glace artificielle avec des machines quelconques. M. Thompson avait une usine d'eau de Seltz, et son plus grand désir était que le soleil brillât aussi longtemps et aussi fort que possible. Les routes pouvaient se couvrir de poussière brûlante et les hommes tomber par terre de chaleur, il se réjouissait encore. Mais il y avait un sacré problème : celui de la glace, justement. Il avait loué pour l'été de profonds caveaux, pour garder ses bouteilles à peu près fraîches, mais cela ne suffisait pas. Et voilà que ce garçon avait une idée qui aurait mis fin à toutes ces difficultés. M. Thompson regarda Jean-Gaspard. Ce jeune homme n'avait pas du tout mauvaise mine, malgré son pauvre costume.

« Quand pouvez-vous livrer cette machine ? » demanda Thompson en feuilletant les plans auxquels il ne comprenait rien.

« Elle peut marcher dans deux mois », répondit Bäuerle.

On était en mars. « Ce serait précisément le bon moment », pensa Thompson. « Combien vous faut-il ? ».

« Quinze cents dollars », dit Jean-Gaspard. Thompson réfléchit. Une belle somme. Et la placer sur un garçon sorti on ne sait d'où, qui vous racontait peut-être des sornettes ? Mais, peut-être était-ce une chance extraordinaire qu'il ne fallait pas laisser passer ? Monsieur Thompson hésita. Quinze cents dollars, c'était tout juste ce qu'il avait dû payer avant-hier pour les dettes de Monsieur son fils. Des dettes d'ivrogne et de coureur. De l'argent jeté en l'air. « L'abruti », pensa Monsieur Thompson. Son interlocuteur ne lui faisait pas mauvaise impression du tout. Un peu obsédé, fanatique et sous-alimenté, mais sérieux et racé. Et voici le certificat des laminoirs sur le succès du système d'isolation. Pas mal.

S'il le comparait avec son digne rejeton ! Je le lui ferai connaître, à ce chenapan. Il verra ce qu'un type de son âge est capable de faire.

« Entendu », dit M. Thompson. Vous pouvez commencer demain. J'achète votre projet. »

Deux mois plus tard, les voitures frigorifiques Thompson roulaient à travers le pays et les dollars pleuvaient dans la caisse de M. Thompson. Bäuerle fut congédié après six mois. Les machines à glace marchaient toutes seules. « Cet homme est inutile maintenant », pensa M. Thompson.

Jean-Gaspard fit signe au steward. Il commanda une seconde bouteille. Il était dix heures du soir et les gens assis dans le fumoir ne disaient mot. Le paquebot avançait à toute vapeur. Bäuerle considérait sa vie.

Ç'avait été un rude chemin, cette fois-là, pour remonter des Etats du Sud vers le Nord. C'était l'automne. Il avait sauvé de son marché avec Thompson tout juste cent dollars. Il les portait sur la poitrine avec les trente hérités de sa mère. Jean-Gaspard allait à pied. Parfois il se glissait dans un train de marchandises et roulait à l'aveuglette. L'hiver vint et les chemins disparurent sous la neige. Les fermiers restaient dans leurs maisons, buvaient et surveillaient leurs femmes. Jean-Gaspard gagnait son repas, son gîte et un peu d'argent pour la route en réparant des machines endommagées, dans les petites villes et les villages. Il était résolu à aller à New-York. Résolu à employer n'importe quel moyen pour se procurer de l'argent. On l'avait grugé deux fois, deux fois escroqué du fruit de son travail — il était résolu à se rattraper. C'était peu avant la Noël, quand il arriva à la ferme de son oncle. Le vieux était alité. Une négresse le soignait. Il n'y avait personne d'autre dans la ferme. Le bétail était vendu. Dans quelques chambres, le mobilier manquait.

« C'est la fin, avait dit l'oncle, en se soulevant dans ses coussins en geignant. On est fichu, moi et la ferme. La dernière récolte de blé a tout chamboulé, et puis la maladie est venue sur le bétail. Ce qui reste appartient à Larousse. »

« Qui est Larousse ? » avait demandé Jean-Gaspard.

« Un usurier de New-York. un filou. »

Jean-Gaspard resta huit jours à la ferme. Avant de mourir, l'oncle lui donna sa croix de la Légion d'honneur.

« C'est tout ce qui me reste. Mon père l'a portée sous Napoléon. C'est tout ce qui reste des Baüerle. »

Jean-Gaspard enterra l'oncle dans le jardin, sous le hêtre pourpre. Il était maintenant seul au monde.

Deux jours et deux nuits, Bäuerle marcha. Il ne cherchait pas de travail dans les villages. Il se glissait dans des granges, des hangars, pour dormir quelques heures. Il s'acheta du pain et du fromage pour un dollar et en vécut. Dans la nuit de la Saint-Sylvestre de l'année 1899,, il atteignit New-York. La ville était prise d'une frénésie. Dans les églises que visita Jean-Gaspard pour se chauffer, les pasteurs vantaient le siècle nouveau. Dans les rues, des coups de feu claquaient et des fusées partaient des toits, retombaient sur la ville en feux féériques. Au hurlement des sirènes sur l'Hudson se mêlait la sonnerie des cloches. Dans les restaurants, les bistrots, des inconnus tombaient dans les bras l'un de l'autre, dansaient ensemble ; les ivrognes gueulaient ; les tambours de l'Armée du Salut grondaient et des locaux de conversion parvenaient dans la rue les chialeries repentantes de crapules sauvées.

Jean-Gaspard s'était faufilé avec sa malle jusqu'à un petit hôtel. Il commanda du café, un grand pot de café pour la nuit, puis il posa sur la table sa petite planche à dessin, ses tables de logarithmes, les vieux plans, une règle et un compas. Il n'entendait pas le raffut dans l'escalier, ni les jurons des ivrognes, ni les chuchotements des couples dans les chambres — il travaillait. Huit jours et huit nuits il ne quitta pas ses plans. Il se nourrissait de pain et de café. Il parlait à peine.

Quand il quitta l'hôtel, il acheta un journal. Il le lut debout. En première page, une annonce rutilante :

« Les machines à glace de Thompson ont vaincu la nature. Vive le XX^e^ siècle. »

Bäuerle jeta le journal. Il rit. Il portait dans sa poche les plans d'une installation cinq fois plus puissante que celle que Thompson lui avait volée.

Et il alla chez Larousse.

Jean-Gaspard trouva M. Larousse à sa prière du matin. Il était au milieu de ses employés, dans son petit local, et lisait un psaume dans la Bible. Sur les pupîtres, on voyait les formules pour les commandements et l'établissement des taux d'intérêt, les lettres où l'on menaçait de porter plainte, les jugements ayant acquis force de chose jugée.

Il resta debout derrière Larousse, sans être remarqué. Lorsque cette petite cérémonie intime fut finie, le vieil homme disparut sans se retourner derrière une porte où l'on lisait Comptoir privé. Bäuerle donna à un huissier la croix de la Légion d'honneur. Il sollicitait une entrevue avec M. Larousse. La porte s'ouvrit et le vieil homme, avec sa toque grise sur la tête, lui ouvrit les bras.

« Fils de ma terre ! » cria-t-il en attirant emphatiquement Jean-Gaspard contre son cœur. Dans le bureau privé, Bäuerle dit qui il était. Larousse se mordit les lèvres. « Je ne pouvais plus soutenir votre oncle, les prix du blé sont épouvantablement tombés et il me fallait bien récupérer mon argent. »

Jean-Gaspard dit qu'il comprenait cela. Puis il étala ses plans sur la table. Il parla de Thompson. Larousse sonna et ordonna de ne pas le déranger pendant une heure. Cette heure devint une matinée entière. Vers le soir, Larousse et Bäuerle se retrouvèrent au restaurant, dans un quartier calme. Larousse amena un homme qui se présenta comme ingénieur. Il examina longuement les plans. Ils se séparèrent après minuit.

Le lendemain matin, la maison Larousse et Bäuerle, fabrique de glace et fabrication d'appareils thermiques, était fondée. Bäuerle partit pour Baltimore. Il acheta deux hangars vides. Après un mois, l'usine commença à marcher. En mai les premières voitures de glace roulèrent à travers la ville. Bäuerle inventa des wagons parfaitement isolés, indépendants de la température ambiante. Dès l'automne, il occupait 400 ouvriers. Il vivait aussi simplement qu'auparavant, économisant chaque cent. Selon le contrat conclu avec Larousse, il pouvait l'exclure après deux ans, en payant une somme double de la somme engagée par Larousse. En juin 1902, Jean-Gaspard était seul propriétaire de l'usine.

Larousse revint en France. Il acheta une ferme aux environs d'Orléans. Lorsqu'il mourut, il laissa 250.000 francs à l'Eglise.

Bäuerle était riche. En 1905 il acheta les usines de Thompson. Il leur laissa leur vieux nom : il se contenta d'empocher les dollars.

Lorsque sa fortune eut dépassé le million, il prit pour la première fois des vacances. Il alla à Mexico. Il était jeune et plein d'énergie. Il ruinait toute concurrence. Il ne reculait devant aucun moyen : dans la lutte pour le dollar, celui qui avait des scrupules succombait.

Pendant toutes ces années-là, il n'avait pas pensé à l'Allemagne. Parfois seulement, quand il devait remplir une formule administrative, il se rappelait qu'il était né à Siebenwasser. Cela l'amusait à chaque fois. Dieu, ces ruelles étroites et ces gens arriérés !

Maintenant qu'il allait à Mexico, il était assis bâillant dans le train. Le médecin lui avait interdit pour quatre semaines toute occupation d'ordre commercial et lui avait conseillé de s'adonner à n'importe quelle marotte, et s'il n'en avait pas, de vivre au jour le jour, en s'abandonnant entièrement à son humeur du moment. Bäuerle s'était tout d'abord cabré, mais de légères crises cardiaques, la nuit, le forcèrent à céder. « Avec votre santé, vous en serez débarrassé en quinze jours, si seulement vous passez votre temps à ne rien faire », avait dit le docteur, et Bäuerle était allé à Mexico. C'était en 1908, pensa le passager du *Braunschweig*.

Après la traversée du golfe, Jean-Gaspard avait débarqué vers le soir à Vera-Cruz. C'était une de ces puissantes nuits d'été, où la voûte du ciel est semée d'étoiles, où les arbres, les buissons sont raidis sous le silence de la lumière. Jean-Gaspard était assis sur la terrasse de son hôtel. Il n'avait rien à faire. Il n'avait rien à quoi penser. Le vin qu'il buvait était léger et le bruit qui venait de la ville se perdait entre les palmiers. Bäuerle voulait partir le lendemain matin dans l'intérieur du pays. Un de ses agents lui avait recommandé une hacienda qui n'était pas très loin de Mexico et qui recevait des hôtes payants. Jean-Gaspard n'était pas décidé : devait-il partir ? Il serait plus volontiers rentré à Baltimore, mais ç'aurait été contraire à ses résolutions. Il pouvait d'ailleurs changer de route. Il pouvait par exemple rester ici et s'asseoir chaque soir sur cette terrasse. Qu'importait la manière de tuer le temps ?

Il se laissa aller en arrière dans son fauteuil. Il regarda le ciel. Il vit la Croix du Sud. Il était seul sur la terrasse.

Il était environ neuf heures, pensa Bäuerle, quand je me levai. Je voulais descendre vers le port. J'allai chercher mon manteau dans ma chambre, car il faisait frais, et comme je descendais l'escalier, je me souvins soudain que j'avais laissé mon étui à cigares sur la terrasse. C'était le seul souvenir de mon père. Une très pauvre chose en cuir de Russie, qui ne valait plus un demi-dollar. Mais je le portais, parce qu'il contenait le monogramme de mon père et que ma mère lui en avait fait cadeau pour leurs fiançailles. Je n'étais certes pas sentimental. Surtout dans ce temps-là, où je savais que cela peut être gênant. Mais je revins en arrière.

Le passager du *Braunschweig* sourit.

Il vit le jeune Jean-Gaspard Bäuerle traverser agacé le hall de l'hôtel, à Vera-Cruz, il le vit monter les marches de l'escalier, chercher la table et s'arrêter. La table était occupée.

Il allait faire demi-tour quand il vit l'étui. A la table étaient assis un homme de pur type mexicain et une jeune femme à côté de lui. Elle tenait l'étui dans sa main. Elle l'avait ouvert. Elle lisait à l'homme. « Siebenwasser... à mon fiancé », entendit-il. Avec un accent délicieux. Mais Bäuerle ressentit en cet instant plus que le charme d'une situation inattendu. Le mot Siebenwasser s'était mêlé à la voix de la jeune fille. Comme elle prononçait cela ! Quelle sonorité ! Dans l'éclair d'une seconde, Jean-Gaspard vit la maison de son père, l'atelier obscur, le grenier avec les toiles d'araignées et l'uniforme. Il vit sa mère dans la buanderie, les noyers au-dessus de la cour, et il vit le fleuve et le bastion et la forêt sur la colline, le carrousel sur la place du marché, le clocher et les bouleaux devant les remparts, à la Pentecôte ; il vit les prairies, toutes ces prairies vertes, et les vignobles plus loin.

A suivre.

cinéma

1789
avec la troupe de Mouchkine

TOUS ceux qui avaient eu la chance de voir **1789** à la Cartoucherie de Vincennes ont regretté que la troupe du Théâtre du Soleil ait été contrainte d'interrompre ses représentations.

Heureusement, les dernières représentations ont pu être fixées sur la pellicule, et le film **1789** nous permet maintenant de voir, ou de revoir, la pièce dans son intégralité — avec en plus quelques coups d'œil indiscrets sur les coulisses ou sur les visages épanouis des spectateurs.

1789, c'est du vrai théâtre, c'est un spectacle exceptionnel, joué avec conviction, avec enthousiasme, par une troupe qui sait communiquer avec le public, simplement, sans faux intellectualisme.

Et c'est grâce à toutes ces qualités que le film **1789** mérite le même succès que la pièce, avec, cette fois-ci, un public qui pourra être plus nombreux. On ne regrette qu'une chose, c'est de ne pas se trouver au milieu des spectateurs de la Cartoucherie, d'autant que les trois heures de projection sont un peu longues à passer sur un fauteuil de cinéma.

Hélène DURY.

La virée superbe
de Gérard Vergez

LE sujet n'est certes pas original : le malaise de la jeunesse, la délinquance. Mais cette virée superbe **sort des sentiers battus, si l'on peut dire.**

A Paris, gare de Lyon, un jeune, Yves, rêve de l'Australie. Il se fait accoster par un voyou, Roger, qui a une patte en sang (il s'est bagarré avec un flic qui lui a tiré dessus). Conversation typique :

— T'es de Paris ?

— Non, de banlieue.

— Et qu'est-ce que tu fais à Paris ?

— Et qu'est-ce que tu veux que je fasse en banlieue ?

Yves se laisse entraîner. L'histoire devient de plus en plus étrange. Des bourgeoises à mœurs particulières, ahuries, sont retenues en otage... chez elles. A Argenteuil, la « femme » de Roger est interrogée par la police. Yves, qui est tout le contraire d'un gros dur, tremble de peur avec un pistolet entre les mains.

On navigue un peu entre la fiction et le documentaire. Gérard Vergez a voulu montrer la face cachée de cette jeunesse délinquante, son côté jardin : une générosité refoulée, des talents gâchés. Sans forcer la dose, sans chercher à embellir, il arrive à rendre ces blousons noirs, ces marginaux, sympathiques ou presque. Il y serait mieux parvenu, sans doute, s'il n'avait pas rejeté complètement à l'arrière-plan ce que ces jeunes, précisément, essaient de fuir : la grisaille des HLM, le mortel ennui des dimanches de banlieue, le métro-boulot-dodo.

Sur cette jeunesse, le réalisateur semble ne pas vouloir porter de jugement, ce qui est peut-être louable. Mais cela le conduit à n'offrir à ces jeunes aucune perspective. C'est pourquoi le spectateur reste un peu sur sa faim. En tout cas, on ne s'ennuie pas durant le film, et il s'agit d'un film honnête, sans prétention, mais qui amènera à réfléchir et à réviser les jugements hâtifs et les idées toutes faites sur la « jeunesse d'aujourd'hui ».

J.-L. C.

Le coin du navet

LES DURS

Il s'agit, paraît-il, d'un policier-spaghetti. Les ingrédients, humour, lenteur, etc. qui avaient contribué à la vogue des westerns italiens se retrouvent ici, dans le genre policier. Mais c'est raté, complètement raté, et le spectateur s'ennuie irrésistiblement.

C.B.

télévision

SÉLECTION DE LA SEMAINE

Ces émissions peuvent, bien entendu, être modifiées ou supprimées en fonction des grèves décidées par le personnel de l'ORTF.

Mardi 18 juin

PREMIERE CHAINE (20 h 30) :

Les grandes énigmes. Races et racisme. Une émission contre le racisme. A voir.

Jeudi 20 juin

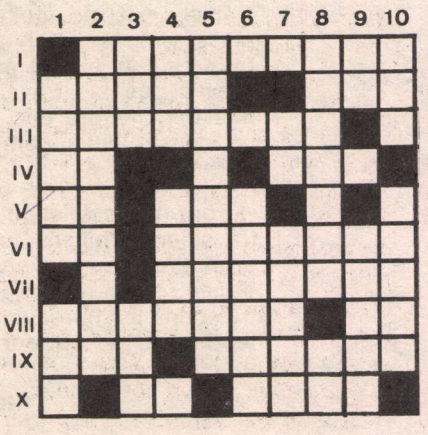
TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

52, MAGAZINE DE GRAND REPORTAGE. Deux reportages, l'un sur le cinéma indien, l'autre sur les ressources des océans.

Vendredi 21 juin

PREMIERE CHAINE (21 h 40) :

Vie et mort d'une cellule. Une émission médicale.



HORIZONTALEMENT. — I. Elu pour sept ans en 1924. — II. Prénom - Pronom. — III. Lorsque l'on en manque, on est comme le légume : amer. — IV. Sigle, avant LO - Lieu. — V. Exclamation - Plus ultra. — VI. Dieu - Charrues. — VII. Ils nous le promettent tous. — VIII. Se remarque - Note. — IX. Giscard, par exemple - Victime de Gorguloff. — X. Relie - Machine-outil.

VERTICALEMENT. — 1. Biner, par exemple - Article. — 2. Elu pour sept ans, démissionna au bout de six mois. — 3. Un Anglais - Supprime. — 4. Canton suisse - Diminutif pour le petit caporal. — 5. Elu pour sept ans en 1920, démissionna en 1924. — 6. Elu pour sept ans mais rencontra Casério. — 7. Deux voyelles - Cinq voyelles sur six. — 8. Descendant de Louis XV, élu pour sept ans - Se bougea. — 9. Pris connaissance (à l'envers) - Canard. — 10. Point cardinal - Un élan.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	U	S	T	A	N	E	L	L	E
II	A	T	O	U	T	■	■	I	L	E
III	R	■	U	T	O	P	I	E	■	■
IV	I	L	■	U	N	I	O	N	■	T
V	B	O	L	■	E	■	D	■	■	I
VI	O	T	A	■	■	M	E	D	O	R
VII	L	■	C	O	M	E	■	O	S	A
VIII	E	■	■	■	E	T	I	R	E	■
IX	■	A	R	A	S	■	R	T	■	■
X	U	N	E	■	S	U	E	■	■	■

L'OR RÉÉVALUÉ

Au cours d'une réunion tenue à Washington le 12 juin, les représentants des « Dix » — c'est-à-dire des dix pays les plus riches du monde — ont pris, sur proposition des Etats-Unis, une décision importante : la réévaluation du stock d'or détenu par les diverses banques centrales.

En effet, alors que, dans le cadre de la crise monétaire actuelle, règne une défiance généralisée envers les monnaies, l'or atteint depuis plusieurs années maintenant, sur le marché libre, des cours de l'ordre de 160 dollars l'once. Cependant, pour le Fonds Monétaire, cet or reste évalué au prix « officiel » de 42 dollars l'once.

Ainsi, pour les banques centrales des différents pays occidentaux, leurs réserves d'or, déjà faibles par rapport à l'énorme quantité de papier-monnaie en circulation, se trouvaient sous-évaluées, et donc de fait inutilisables. Les règlements internationaux ne pouvaient pratiquement se faire qu'en dollars, soit grâce à leurs réserves, soit grâce aux crédits accordés par le Fonds Monétaire International, c'est-à-dire finalement par les Etats-Unis. Et la situation était d'autant plus grave, pour un pays comme l'Italie en particulier, qu'elle ne disposait plus, pour combler son déficit, d'aucun crédit international. Et la situation était presque aussi préoccupante pour les autres Etats, dont la France. Depuis la « crise de l'énergie » et la hausse considérable des prix des produits pétroliers, leur déficit s'est considérablement accru, en majeure partie au profit des grandes sociétés pétrolières internationales, donc finalement des Etats-Unis.

C'est à la demande pressante de l'Italie, au bord de la faillite, que les Etats-Unis ont finalement accepté une concession. Les banques centrales pourront évaluer leurs réserves-or, non plus au cours de 42 dollars l'once, mais au cours, pratiquement quadruple, du marché libre. Cela revient à quadrupler leurs réserves-or. Pour des pays supportant un déficit considérable, cela constitue un ballon d'oxygène non négligeable.

Surtout, cette décision illustre les rapports actuels entre les Etats-Unis et les autres Etats occidentaux. Dans la pagaille monétaire et économique généralisée, les pays occidentaux dépendent de plus en plus des décisions américaines, qu'il s'agisse de décisions monétaires ou de décisions économiques, comme la hausse généralisée des prix de l'énergie. Mais, si les Etats-Unis sont décidés à mener la vie dure à leurs partenaires, ils savent aussi qu'il est nécessaire, dans la mesure du possible, de « contrôler » la crise. Ils savent ne pas avoir intérêt à voir celle-ci prendre un tour trop dramatique dans tel ou tel pays. Car ils risquent alors de se trouver dans une situation sur laquelle plus personne n'aura prise. Aussi décident-ils, de temps en temps, d'ouvrir quelque peu la soupape, pour donner une bouffée d'air au partenaire tout près de l'asphyxie. Cest ce qu'ils viennent de faire.

Dans l'immédiat, le soulagement italien a débouché sur la fin — ou plutôt le report à une date ultérieure — de la crise ministérielle en cours à Rome. Mais, pas plus que ce report ne résoud la crise politique italienne, la décision prise à Washington ne résoud la crise monétaire, qui n'est qu'un peu plus institutionnalisée. D'expédient en expédient, de manipulations monétaires en astuces comptables, de crise « contrôlée » en crise « contrôlée », le système monétaire s'achemine lentement mais sûrement vers le moment où il sera devenu totalement incontrôlable ; non pas seulement en Italie ou en France, mais dans le monde entier. Les ballons d'oxygène ne peuvent suffire à empêcher l'asphyxie du système.

André FRYS.

LES PRISONNIERS POLITIQUES DE CARABANCHEL dénoncent les conditions d'incarcération

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre de prisonniers politiques de Carabanchel, publiée par le Comité d'Information et de Solidarité avec l'Espagne.

Après avoir évoqué les divers mouvements de protestation contre la répression et appelé toutes les organisations à lutter pour une amnistie, les signataires de cette lettre dénonçent :

« L'existence de plus de 700 prisonniers politico-sociaux ; les vingt mille personnes en procès qui sont en attente du jugement ; les milliers de renvois et de sanctions qui ont frappé les entreprises et les universités ; le procès 1001 ; la persécution sanglante et impitoyable dont souffre le peuple basque ; les assassinats d'ouvriers en pleine rue (Patino, Fernandez, Elorrieta, Muruaga, Etxevarrieta, Txikia, Daniel Niebla...). Tout ceci met en évidence l'authentique caractère d'un régime qui, pendant qu'il insiste sur son « ouverture », se maintient en réalité sur une base : la répression. (...)

D'autre part, comme le régime ne reconnait pas officiellement l'existence des prisonniers politiques, il n'y a pas de statut spécial appliqué à notre condition. Par conséquent, on nous disperse dans les nombreuses prisons d'Espagne. De plus, dans une même prison (comme Carabanchel par exemple), on nous disperse dans différentes galeries 3a, 5a, 7a, ou dans les maisons de redressement, séparant les mineurs des adultes, les personnes en attente du conseil de guerre des personnes en procès du TOP. On nous impose un traitement humiliant qui attente à nos droits les plus élémentaires. On nous interdit l'entrée de livres et de revues de circulation normale ; on nous interdit un contact direct et intime avec nos parents; on ne permet pas aux Catalans, Basques et aux Galiciens de s'exprimer dans leur langue. »

ARGENTINE :

Les bureaucrates syndicaux à la rescousse de Peron

Le dictateur sénile Peron, qui dirige à nouveau l'Etat argentin, vient d'avoir recours à un procédé classique pour raffermir son pouvoir : le bain de foule avec chantage à la démission. Ce bain de foule, il a pu l'obtenir grâce à la complicité du tout puissant syndicat CGT qui, pour l'occasion, avait appelé les travailleurs à une grève générale, le temps qu'ils aillent, une fois encore, plébisciter Peron sur la plaza de Mayo à Buenos-Aires.

Peron a peut-être ainsi réussi à gagner quelque temps face à la crise économique qui secoue l'Argentine, mais il est certain que les travailleurs n'ont rien à gagner à cette comédie, à laquelle les dirigeants de la CGT les font participer. Car si Peron gagne du temps, c'est dans l'intérêt de la bourgeoisie argentine, pour qu'elle sorte indemne de la crise. Par contre, pour les travailleurs, le rôle de Peron est d'abord de les endormir au nom des réminiscences de l'époque 1945, quand il avait quelques miettes à leur donner, puis de les démoraliser en les divisant.

Il y a un an, la gauche péroniste qui manifestait en faveur de Peron, de retour d'exil, se faisait mitrailler par la droite du mouvement avec la bénédiction du « lider ».
(Ph. UPI)

Ce fut le cas lorsqu'il condamna sans appel la gauche péroniste des Montoneros, qui pourtant manifestait en sa faveur. Et, une fois cette démoralisation faite, une fois les illusions tombées, quand, face à la dégradation de leur niveau de vie, les travailleurs voudront protester, il n'est pas impossible que quelque général de l'armée argentine veuille jouer les Pinochet avec, bien sûr, la complicité de l'appareil d'Etat.

Voilà où mène la politique de trahison et de collaboration de classes de la CGT argentine qui freine autant qu'elle peut toutes les grèves que les travailleurs argentins font malgré elle, ceci afin de ne causer nulle peine à son ami Peron.

Pour ne pas subir le sort des travailleurs chiliens, les travailleurs argentins ne peuvent avoir confiance qu'en eux-mêmes et non pas dans les bureaucrates qui prétendent parler en leur nom.

Alain LEMART.

MEETING
lutte ouvrière
PARIS
VENDREDI 28 JUIN, à 20 h 30
OU VA LE PORTUGAL ?
GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE
24, rue St-Victor, PARIS-5e
métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 2 F